

SOUSTELLE : UNE NOUVELLE POLITIQUE

1955. L'arrivée de renforts métr
litains, la création d'unités indig
marquent un tournant de la gu

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*

Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS 14e. **Tél. 707-17-89.**
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89.
CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois · 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an · 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an · 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : René Combes



TERREUR ET INTOLÉRANCE

Yves COURRIÈRE

La politique internationale semble sensible au soleil de cette fin de printemps 1955.

L'Allemagne vient de recouvrer sa souveraineté : le chancelier Adenauer fait oublier au monde l'image d'une Allemagne nazie en amorçant le rétablissement économique et politique de son pays. Il est invité à Moscou, mais c'est l'Amérique qu'il visite en premier.

Au Proche-Orient c'est aussi l'accalmie. Israël présente – déjà – un plan pour la réduction de la tension dans la bande de Gaza.

Seule – pour l'instant – la France se sent mal dans sa peau. Elle traîne le fardeau du colonialisme, que Edgar Faure, président du Conseil, tente d'alléger en prenant parti pour une politique de réformes.

On reprend les négociations avec la Tunisie, mais la signature des « conventions » franco-tunisiennes soulève l'opposition des associations de Français de Tunisie. Habib Bourguiba fait, le 1er juin 1955, une rentrée triomphale à Tunis.

Les Français d'Afrique du Nord font assaut d'intolérance. A Casablanca, des groupes contre-terroristes abattent Lemaigre-Dubreuil. Il a le tort d'être riche, influent et de prôner une politique libérale.

En Algérie, le gouverneur général, Jacques Soustelle, veut rendre confiance aux populations musulmanes en définissant une politique « d'avenir ». Mais, en ce mois de juin 1955, il ne préconise que l'application « par étapes » d'un statut qui date de... 1947 ! Il souhaite y ajouter les modalités d'application de son grand projet : l'intégration. De plus en plus traumatisé par le drame des Européens, Soustelle va se heurter violemment à l'aile gauche de son cabinet, représentée par Vincent Monteil et Germaine Tillion. Ces derniers sont de plus en plus sensibles à la répression qui s'abat sur les musulmans au nom de la « responsabilité collective ».

Le F.L.N. ne laisse pas passer cette occasion de « prendre en main » une population désorientée. Lui aussi va employer la terreur. Pour la population musulmane un long calvaire commence.

La population européenne, rassurée par la fermeté de Soustelle et du général Cherrière, est loin de se douter qu'elle va payer cher une politique d'intolérance.

Juin 1955 : Vincent Monteil et Germaine Tillion se séparent de l'homme qui, à leurs yeux, n'est plus un homme de justice mais d'ordre. Soustelle, débarrassé de ces « gauchistes », met définitivement le cap à droite.

Y. C.

SOMMAIRE N° 203

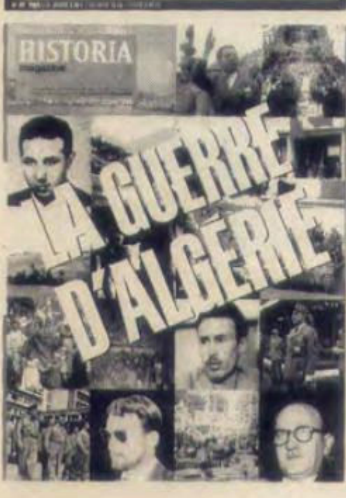
HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 203

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...







NOUS vous avions promis de présenter dans « Historia Magazine » une histoire sincère, vraie, honnête de la guerre d'Algérie, sans concession à l'un ou à l'autre camp, qu'il fût algérien ou français. Pour réaliser ce projet, nous avons ouvert les colonnes de ce journal non seulement aux acteurs du drame, mais également à tous les témoins algériens et français, quelles que soient leur tendance ou leur opinion, qu'ils aient été civils ou militaires. Ce courrier ouvre une tribune à nos lecteurs et nous sommes heureux de remercier tous ceux qui, déjà, nous ont écrit, comme en témoigne le flot de lettres que nous avons reçues. Il sera, bien entendu, répondu personnellement à chacun d'eux. Il a paru cependant nécessaire de donner dès à présent quelques extraits de cette correspondance, qui montre avec quel intérêt notre hebdomadaire a été accueilli, en particulier par les rapatriés et les « anciens » d'Algérie, et de nombreux Algériens demeurant en France. Toute l'équipe d' « Historia Magazine » saisit cette occasion pour remercier les centaines de lecteurs qui ont bien voulu nous confier leurs collections de photos, leurs documents, nous envoyer leurs témoignages et nous adresser leurs suggestions ou leurs critiques. Ils continuent ainsi le dialogue amical ouvert avec la rédaction, il y a cinq ans, dès la parution du premier numéro d'« Historia Magazine » *Seconde Guerre mondiale*, premier hebdomadaire d'Histoire publié par la presse française, et poursuivi avec la nouvelle série dirigée par Alain Decaux : Historia Magazine *XX*e *Siècle*. H

Précisions pour l'Histoire...

La photo de la page 95 et sa légende me paraissent suspectes. Je proteste donc contre sa publication avant qu'aient été établis : son origine, le lieu exact et la date (au moins l'année) où cette photo a été prise.

Cette photo ne va-t-elle pas faire naître un nouveau mythe : le mythe de Djidjelli, après le mythe des massacres du Constantinois ? Cela ne servirait pas la vérité.

Général Henry Martin, Paris-6ᵉ.

[N.D.L.R. - *Le document publié dans notre numéro 3, page 95, provient de l'agence U.F.P., 12, rue de Port-Mahon, Paris (2ᵉ). Le lieu exact donné par la légende U.F.P. est Philippeville et non Djidjelli ; la date, août 1945.*]



... Un article du nº 4 de votre magazine a mentionné à mon sujet : « Eydoux, policier redoutable *(sic)*, prête une oreille de plus en plus complaisante aux thèses et aux avis de son collègue Achiary [...] qui préconise toujours des « méthodes dures » pour lutter contre la rébellion. »

Je tiens à souligner que je n'ai point eu de contact avec M. Achiary, dont je n'avais, en aucune manière, à prendre avis.

Le même article me présente comme le chef du « clan de droite » du cabinet de M. Soustelle. Que signifie donc une telle classification ? Fonctionnaire et ami de M. Soustelle, je me suis contenté d'appliquer les directives officielles et je n'ai jamais pratiqué une politique personnelle, comme d'autres, à ce même cabinet, s'y sont complu...

M. Henri-Paul Eydoux.

[N.D.L.R. - *Dans le cabinet de M. Soustelle, deux tendances s'affrontaient. Celle qui était représentée par M. Monteil — qualifiée de « gauche » — et celle de « droite », au sein de laquelle M. Eydoux était la personnalité la plus représentative. Il est évident que M. Soustelle restait le maître de la politique à appliquer. Comme la suite le montrera...*]

... Il m'est comique d'apprendre par un ancien journaliste du *Journal d'Alger* que le sénateur Jacques Duroux m'avait donné sa fille en mariage, alors que mon épouse est la fille de M. Torp, ancien consul général de Norvège...

. . . .

... Le chemin que j'ai personnellement parcouru avec Jacques Chevallier de 1945 à 1954 a certainement été beaucoup plus long que celui suivi en compagnie de M. Henri Borgeaud.

A cette époque, le sénateur d'Alger, qui à tort ou à raison se considérait comme le chef du département, n'appréciait guère mon esprit d'indépendance à son égard. En effet, peu enclin à jouer les thuriféraires, je n'hésitais pas, selon le cas, à louanger ou à critiquer ses prises de position politiques...

M. Alain de Sérigny, Paris (16ᵉ).

★

... Je lis avec intérêt le premier numéro d' « Historia Magazine » consacré à la guerre d'Algérie.

En poste à Alger de 1952 à 1956, je me permets de vous apporter, en ce qui concerne le rôle de Mitterrand, ministre de l'Intérieur, en 1954, les précisions suivantes :

- Fin octobre 1954, après les premières escarmouches sur les confins algéro-tunisiens, Mitterrand réunit les corps constitués à la préfecture d'Alger. Il déclare que la situation est calme, que le droit de vote va être accordé aux femmes arabes (!) ;
- Le 1ᵉʳ novembre 1954, les sentinelles de Batna tombent sous le feu des rebelles descendus de l'Aurès ; dans les premiers jours de novembre, Léonard, gouverneur général de l'Algérie, dans un message radio à l'adresse des rebelles, annonce : « ... Un châtiment effroyable va s'abattre sur vous ; évacuez de vos villages *(de l'Aurès)* vos femmes et vos enfants... » La base aérienne de Blida est alertée. Une cinquantaine d'avions sont préparés pour aller bombarder l'Aurès.
- Le 18 novembre, une conférence au P.C. de la division, à Constantine, réunit, entre autres, Mitterrand, le gouverneur général de l'Algérie, le général Cherrière et des officiers d'état-major des différentes armes. Mitterrand déclare, en ce qui concerne les projets de bombardement de l'Aurès : « ... Vous êtes des assassins... »

Les bombardements ne sont pas effectués...

Général X...., Dinard.

U.F.P.



Dans quelles circonstances furent exécutés ces Algériens ? En fut-il rendu compte au général Henry Martin ?

... Ne serait-il pas nécessaire de dire que, bien avant ces événements, il existait déjà chez certains Arabes des projets d'autonomie? J'ai fait mes études en 1913-14 à Alger. Nous avions avec nous, au P.C.N., des étudiants musulmans et parmi eux le futur docteur Kessous qui a passé sa thèse de médecine à Alger en 1922 et qui a exercé la médecine 2, rue Saint-Augustin à Philippeville (mort depuis de nombreuses années). En janvier 1914, alors que nous sortions ensemble de la faculté, Kessous nous disait déjà : « Un jour, nous vous flanquerons à la porte de l'Algérie! » A-t-on pris au sérieux ces menaces? A-t-on fait en temps voulu le nécessaire?

Docteur Rodolphe L...., Montpellier.

★

... Sur le chapitre des forces armées en Algérie, le 1er novembre 1954, vous ne faites absolument pas cas du 13e régiment de tirailleurs sénégalais, dont le 2e bataillon composé entièrement d'appelés de la métropole du contingent, d'un mélange de sous-officiers appelés et de carrière et d'officiers de carrière.



ECA

Le général Henry Martin, libérateur de la Corse, enquête après Sétif.

Ce bataillon était stationné à Tizi-Ouzou et à Fort-National en Haute Kabylie. Le 1er bataillon, ayant, lui, de vrais Sénégalais, était stationné à la caserne d'Orléans à Alger.

M. Jean A..., 94-Arcueil.



Coll. Murati

Chefs religieux et administratifs algériens reçus par le général de Lattre à Constance, Allemagne (24-7-1945).

... La loi organique de 1947 portant statut de l'Algérie (communément appelée Statut de l'Algérie) fut l'œuvre de juristes et notamment de l'un des plus éminents, M. Fonlupt-Esperaber, beau-père de M. Teitgen, l'un et l'autre membres influents du M.R.P. M. Chataigneau, au moment de la promulgation de cette loi, n'était que gouverneur général de l'Algérie. Certes, il assura le premier son application, mais il ne semble pas que ce texte ait été son œuvre.

M. Marcel D..., 94-Vincennes.

★

... M. Carreras, parlant du truquage des élections, fait état d'un procès-verbal de gendarmerie d'Aumale indiquant que trois indigènes, ayant forcé la porte du bureau de vote installé dans les locaux de l'école, ont enlevé l'urne, l'ont brisée sur le trottoir et ont dispersé les bulletins de vote qu'elle contenait avant même l'installation légale du président et des assesseurs. Et M. Carreras semble admettre que ce fait établit sans équivoque un truquage préparé puisqu'il écrit, immédiatement avant la citation : « Une illustration cocasse situe bien la façon dont fut « organisé » ce scrutin... » (page 69, première colonne).

Or, à mon avis, cela ne prouve absolument rien. J'ai été, à Laghouat, appelé, à plusieurs reprises, à présider le bureau de vote, qui était régulièrement installé dans la salle d'audience de ma justice de paix, et chaque fois, avant l'ouverture du bureau, l'urne qui y avait été apportée la veille contenait tous les bulletins de vote, les enveloppes, les imprimés nécessaires au dépouillement du scrutin, les procès-verbaux de dépouillement à établir en mentionnant les résultats obtenus et les textes législatifs applicables. Chaque bureau de vote avait une urne qui, la veille, était préparée à la sous-préfecture et dans laquelle on plaçait toutes les pièces, bulletins et enveloppes nécessaires pour le vote. Il est évident que les bulletins ne se trouvaient pas dans les enveloppes. De cette façon il n'y avait plus qu'à transporter l'urne jusqu'au bureau de vote correspondant pour que tout s'y trouvât en même temps. Lors de l'ouverture des opérations, le président ouvrait l'urne, les bulletins étaient disposés sur une table avec les professions de foi, les enveloppes étaient mises sur la table autour de laquelle siégeaient les membres du bureau, l'urne était renversée et montrée ouverte aux électeurs présents ainsi qu'aux représentants des candidats, puis fermée par le prési- ▶

La vérité des deux côtés...

E.C.A



dent, qui gardait la clé de l'un des cadenas, remettant la clé de l'autre cadenas à l'un des membres du bureau. Il n'est donc pas surprenant du tout que les trois indigènes en brisant l'urne aient trouvé les bulletins de vote avant l'installation même du bureau. Il devait même y avoir les autres pièces devant servir au dépouillement et les enveloppes vides. Il est évident que le rédacteur du procès-verbal aurait pu le mentionner, mais...

Je ne veux pas certifier qu'il n'y a pas eu de fraude. Je n'en ai personnellement pas constaté, j'en ai entendu parler... des deux côtés, d'ailleurs, car il est évident que bien des morts ont dû voter par procuration spirituelle, les décès et les naissances étant très souvent omis dans les douars et n'étant, souvent, pas déclarés à l'état civil, ou bien plus tard...

X..., 24-Bergerac



... C'est par Pierre Abelin, alors ministre, que mon père a connu la vérité sur son départ d'Alger, et je crois qu'il lui a épargné une mise en disponibilité justifiée par son seul désir d'éviter le pire lorsqu'il était encore temps... Nous avons appris, par la suite, qu'une écoute téléphonique avait été installée dans le bureau du G.G. qu'occupait mon père (grand balcon, au 2e étage, je crois, si célèbre au moment du 13 mai, en façade sur le Forum) et que l'inquiétude manifestée par un langage un peu violent lui a valu ce rappel brutal, au lendemain d'un dîner au palais d'Été, où rien n'avait été dit ! Je vous précise que, par la suite, il a approuvé, en 1956 en particulier, les prises de position courageuses de J. Soustelle et [...] qu'il lui conservait une grande admiration (ils se sont revus, avec de Gaulle, qui n'était pas encore président, en juin 1956, au monument de la Résistance de Cerdon, dans l'Ain)... De Gaulle avait alors fait part à mon père de la nécessité, pour la France, de conserver le Sahara et ses richesses et l'un et l'autre étaient parfaitement d'accord sur les aspects sociaux et humains du problème...

M. G. T..., 69-Lyon (2e)



Lecteur de votre journal depuis longtemps et au moment où vous mettez en lumière les événements si douloureux d'Algérie, plusieurs amis et moi-même tenons à vous faire connaître que nous, Français d'origine musulmane venons d'être frappés durement dans notre dignité par le gouvernement algérien bien que, de nouveau, nous soyons sous la protection de la France.

En effet, depuis quelques mois, le gouvernement algérien interdit tout accès en Algérie aux musulmans ayant acquis la nationalité française. On est automatiquement refoulé à la descente de l'avion à Maison-Blanche, et cela après avoir subi des injures...

Un groupe de Français musulmans, Paris.

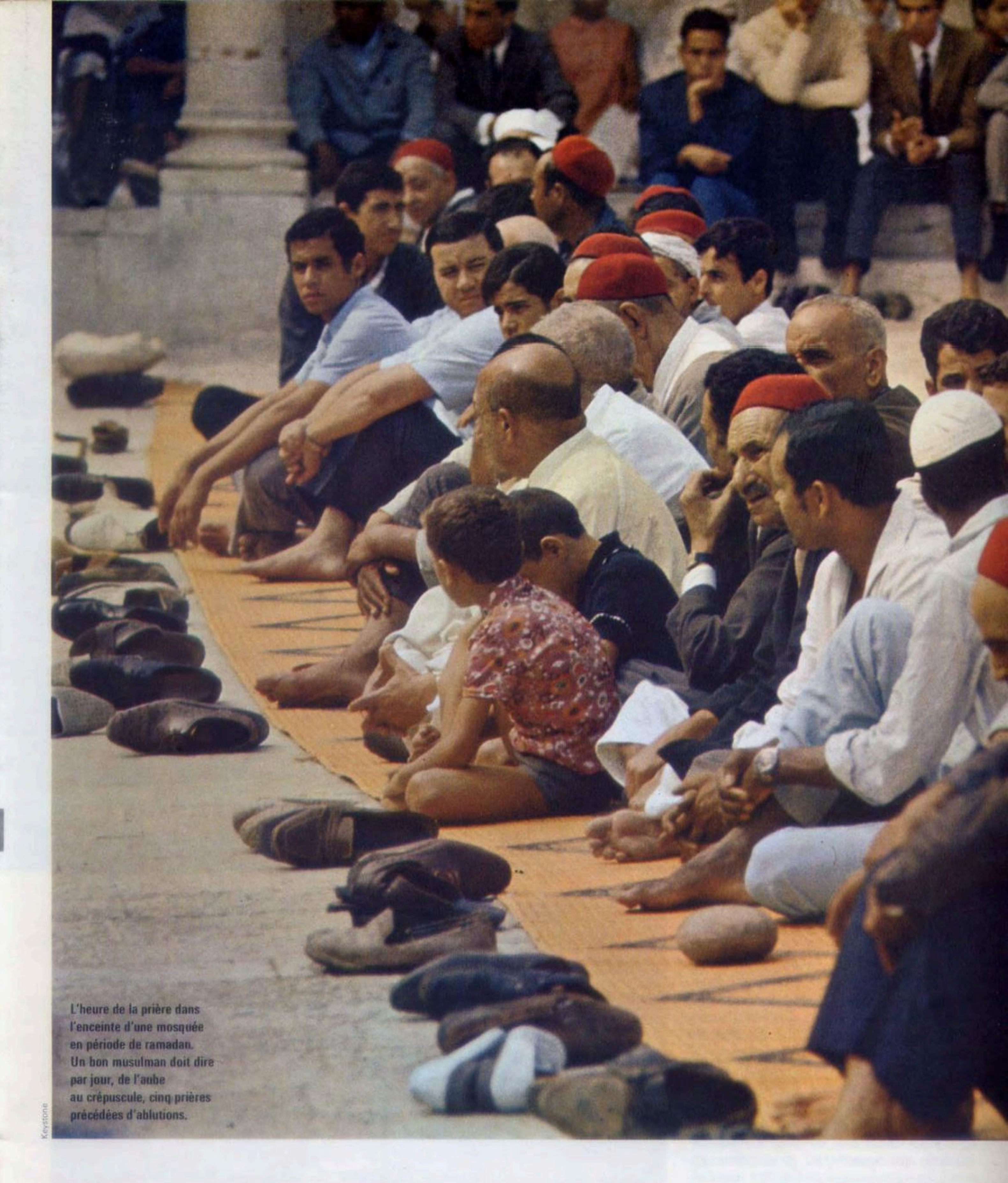
... C'était en 1958. Les Européens, de tendance plutôt « Pétain », dans leur majorité, que « de Gaulle », n'ont pas hésité – et d'un certain côté je les comprends – à voler au secours de ce dernier, dans la mesure où il servait leurs intérêts. Je me souviens fort bien d'un ami qui était alors négociant en vins à Oran, et qui faisait construire, en juillet 1958, la bagatelle de 360 appartements. Un jour, comme je lui faisais part de mes craintes en ce qui concernait l'issue de la « pacification » [...], il m'a répondu : « Mais tu es fou ! Tu es aussi défaitiste que ton Mendès. » Hélas ! vous connaissez la suite...

M. L. A..., La Varenne.



... Je souhaite que cette série de numéros se fasse aussi objective que possible, qu'elle permette à tous les gens honnêtes de se comprendre et de comprendre ce que nous avons tous, en réalité, gagné et perdu dans cette triste affaire.

Je souhaite qu'elle contribue à faire cesser cette haine des



L'heure de la prière dans l'enceinte d'une mosquée en période de ramadan. Un bon musulman doit dire par jour, de l'aube au crépuscule, cinq prières précédées d'ablutions.

Keystone

LE SERMENT DE J. SOUSTELLE

FIN avril 1955, les heurts, surtout intellectuels, jusqu'alors, entre Jacques Soustelle et son adjoint, Vincent Monteil, deviennent des heurts affectifs. C'est que les deux hommes réagissent de manière fort différente devant les épisodes de plus en plus sanglants de la tragédie algérienne. Soustelle est de plus en plus traumatisé par ▶



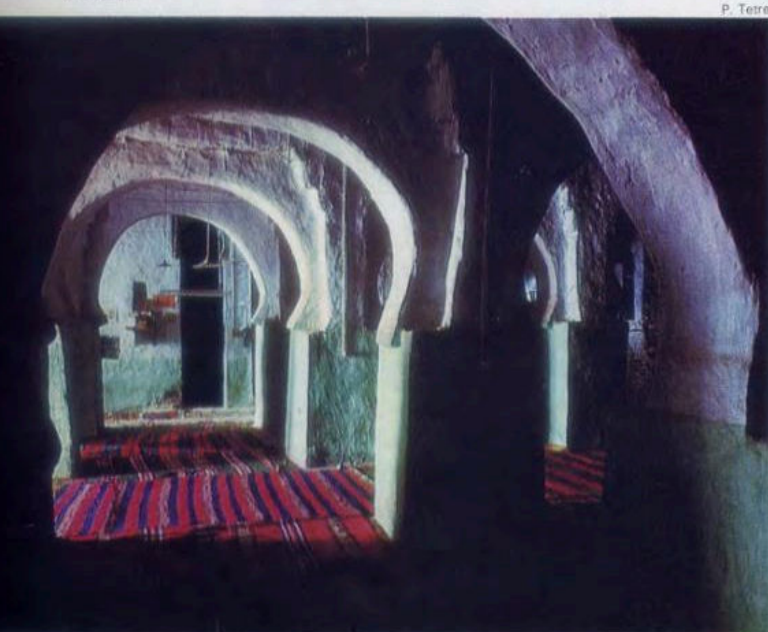
M. Garanger

◀ Quand finit l'Aïd-es-Seghir, commence la Grande Fête : l'Aïd-el-Kébir, la « fête du mouton », aux sons des tam-tams et des raïtas, étranges flûtes aux sonorités vives et aiguës de cornemuse.



Des femmes, en Kabylie, un jour de ramadan. Elles vont prier au cimetière, dans tous leurs atours. Même les petites filles portent de lourds pendants d'oreilles. ▶

P. Tetrel



◀ A Laghouat, la mosquée El-Attik, sanctuaire de la foi islamique. Les mosquées ne resteront pas à l'écart de la rébellion. Il arrivera qu'on y prêche la guerre sainte.

Le *bouzellouf*, la tête de mouton qu'on fait griller sur un feu de bois. Les Arabes en sont friands. Ils avaient transmis cet engouement aux pieds-noirs. Avec le couscous. ▼

Vu © Vidalie



drame à Ighil-Ilef, tragédie à Guentis

les drames dont les Européens sont les victimes, Monteil de plus en plus sensibilisé par la répression sévère qui s'abat sur les musulmans.

Le 30 avril, Monteil fait entrer dans le bureau de Soustelle l'un des leaders de l'Association des ulémas, Toufik El-Madani, qui apporte au gouverneur général un témoignage précis sur une affaire scandaleuse. Des poteaux télégraphiques ayant été sciés à une dizaine de kilomètres du village kabyle d'Ighil-Ilef (commune mixte d'Akbou), les gendarmes chargés de l'enquête ont fait une rafle dans la médersa — l'établissement d'enseignement des ulémas — de cette localité, emmené une quarantaine de professeurs et d'élèves et exercé contre eux de graves sévices : bastonnade, supplice de la baignoire, tortures à l'électricité. Soustelle exprime son indignation, rappelle à Toufik El-Madani qu'il a formellement interdit de telles méthodes et charge le chef de son cabinet militaire d'ouvrir une enquête.

Monteil acquiert la conviction que les quarante détenus ne sont pas coupables du délit dont on les soupçonne. Il fait



M. Garanger

venir à Alger cinq d'entre eux parmi les plus maltraités — Mohamed Tahar Latrache, Salah Hamidouche, Ali Ben Arab Hamidouche, Othman Bacha et Salah Daïf — et les fait examiner par un médecin légiste, le Dr Georges Godard. Ce praticien constate que tous « portent des cicatrices de plaies consécutives à des coups par instruments contondants ».

Après avoir versé ce certificat au dossier de son instruction, Monteil donne aux cinq Kabyles, qui craignent d'avoir des ennuis à leur retour au village, un sauf-conduit expliquant que c'est lui qui les a convoqués dans la capitale et que « leur déplacement à Alger ne saurait entraîner d'inconvénient pour eux, de la part de qui que ce soit ».

Le document n'est pas très efficace, puisque, dès leur arrivée à Ighil-Ilef, le 5 mai, les cinq villageois sont arrêtés. Deux d'entre eux sont mis en prison à Akbou, les trois autres envoyés au « camp d'hébergement » de Goet-es-Stel. En apprenant comment sa propre autorité est ainsi narguée, en même temps qu'est violée la plus élémentaire justice, Vincent Monteil est vivement irrité. L'affaire d'Ighil-Ilef devient pour lui un test : si lui, chef du cabinet militaire du gouverneur, ne parvient pas à tirer ces innocents des griffes de l'administration pénitentiaire, la preuve sera faite que des féodalités locales, administratives, policières ou judiciaires, sont au-dessus de la loi des représentants de la France en Algérie.

Un autre discours

Après s'être adressé à différentes instances de Kabylie qui se renvoient la responsabilité des initiatives prises, Monteil, en désespoir de cause, alerte Soustelle, auquel il demande, le 17 mai, d'imposer la décision de libération des cinq d'Ighil-Ilef. Le gouverneur a, cependant, à cette date, bien d'autres soucis en tête. Il vient de rentrer d'une tournée dans l'Est algérien et une image l'obsède : celle d'un administrateur rencontré à Guentis, poste isolé aux confins de l'Aurès et des Nemencha : Maurice Dupuy, père de huit enfants, grand gaillard aux yeux bleus et à la barbe blonde, estimé par une population autochtone dont il partage la vie.

« Dupuy est un saint laïque, dit Soustelle à Monteil, et pourtant des fanatiques comme le sont sans doute vos musulmans d'Ighil-Ilef ont essayé, il y a quelques jours à peine, de le liquider physiquement. Ils ont tiré une rafale de mitraillette à travers sa porte, sans l'atteindre, heureusement. C'est lui-même qui me l'a raconté. Face à de telles tentatives de meurtre, nous devons nous montrer très fermes. »

Monteil comprend que, psychologiquement, le moment n'est pas bon pour ▶

Monteil : " Soustelle n'est plus l'homme de la justice avant tout, mais de l'ordre d'abord ! "


Garofalo/Match

◀ Le 24 mai 1955, deux jours après la fête qui clôt le jeûne du ramadan et qu'on appelle l'Aïd-es-Seghir, les rebelles attaquent, sur la route de Tébessa, l'administrateur de Guentis, Maurice Dupuy, et le tuent, ainsi que plusieurs hommes de son escorte. Soustelle avait pour Dupuy et pour son rayonnement une profonde estime. Il assiste à ses obsèques.



Deux des victimes ▶ de l'embuscade de Tébessa portées en terre sur un « six-six » de la légion conduit par un « képi blanc ». L'un des deux cercueils est celui de l'administrateur Maurice Dupuy. Conduisant le deuil, trois de ses fils et des goumiers du poste de Guentis. L'attentat marquera un changement de la politique de Soustelle.

continuer à plaider son dossier. Il n'insiste pas, ce jour-là, sur l'affaire d'Ighil-Ilef, mais il reviendra à la charge.

Le 18 mai, il propose à Soustelle de prononcer, deux jours plus tard, à l'occasion de l'Aïd-es-Seghir, la fête qui célèbre la rupture du jeûne du ramadan, une allocution dont il a lui-même préparé le texte. Après avoir souligné, dans ce « brouillon », que « s'en prendre aux causes du terrorisme, c'est avant tout une affaire de justice », il suggère trois types de mesures constructives : des « mesures de justice » (par exemple, « l'annulation des élections irrégulières, la dissolution de l'Assemblée algérienne et de nouvelles élections, libres cette fois »), des « mesures de détente » (par exemple, « l'abrogation du décret de dissolution du M.T.L.D. ») et des « mesures d'espoir » (par exemple, « l'accession à la fonction publique, à tous les emplois, des musulmans aptes, même non diplômés »). Il conclut par une exhortation pathétique à l'union, « pour que tous bâtissent ensemble une Algérie plus paisible, plus juste et plus fraternelle ».

Soustelle ne tient aucun compte de ce morceau d'éloquence et prononce, le 20 mai, une tout autre harangue. Monteil en est très affecté. De plus, le gouverneur rejette, ce jour-là, une autre de ses idées : la création d'une « commission d'étude des problèmes algériens », comprenant « des éléments représentatifs de toute la population à l'exclusion des élus préfabriqués ou prévaricateurs ».

La vengeance

Le chef du cabinet militaire dit à son patron, avec une pointe d'agressivité : « Il faut changer de politique en Algérie, et si le gouvernement ne vous suit pas, il faut vous en aller, en expliquant pourquoi, dans un discours qui deviendra historique. »

« Si je m'en vais, mon pauvre Monteil, réplique Soustelle, agacé, je serai remplacé par un général de gendarmerie. »

Le 24 mai, alors qu'ils cheminaient vers Tébessa, l'administrateur Dupuy, le lieutenant Guillaumot, le caporal Brun et plusieurs sous-officiers et goumiers musulmans sont tués dans une embuscade tendue par un groupe armé du F.L.N. Soustelle part aussitôt pour Tébessa, et la vue du corps criblé de balles, mutilé, de Maurice Dupuy, l'humble fonctionnaire avec lequel il avait tant sympathisé quelques jours plus tôt, lui inspire des sentiments d'horreur et de colère. Le 24 mai, il prend, à Tébessa, la tête du cortège qui, sous un soleil torride, conduit à sa dernière demeure l'administrateur de Guentis. Il épingle, sur la chemise du fils aîné du défunt, la croix de la Légion d'honneur décernée à titre posthume à Maurice Dupuy et, devant les cercueils, il prononce un discours dans lequel il s'écrie : « Ah ! jurons de tout faire, sans rien ménager, pour venger ceux qu'on nous a pris et pour que se poursuive, en dépit de tout, l'œuvre française pour laquelle ils ont donné leur vie. »

« Venger »... « Le mot terrible, dit Monteil à son ami Jacques Juillet, a été prononcé. Soustelle vient de subir un

choc qui lui a fait perdre tout sang-froid, tout jugement critique. Il est, je le crains, profondément transformé, et dans un sens désastreux. Ce n'est plus l'homme de la justice avant tout, c'est l'homme de l'ordre d'abord, de la répression. »

Germaine Tillion éprouve la même impression lorsque, de retour de l'Aurès elle aussi, elle vient exposer au gouverneur général, le 30 mai, les effets, à ses yeux catastrophiques, que provoquent les opérations de l'armée sur les civils algériens terrorisés. Elle suggère, tout comme Monteil, des contacts politiques avec des responsables du F.L.N., mais à un niveau élevé, celui de l'entourage du gouverneur. Tout comme Monteil aussi, elle est très mal reçue par Soustelle, qui l'écoute à peine. Tirant immédiatement les conséquences de cette attitude négative, elle démissionne du cabinet du gouverneur et retourne à son action humanitaire à la tête des centres sociaux.

Monteil rédige également, le 1er juin, une lettre de démission.

Il explique qu'il doit tirer les leçons de l'échec de la « mission de contact » qui lui a été confiée cinq mois plus tôt : « Je ne puis ni leurrer les musulmans d'un espoir que je ne partage plus ni les convaincre de la bonne foi de procédés dont l'injustice me révolte. C'est avec l'espérance que, malgré tout — « envers et contre tout » (1) —, un jour proche, et grâce à vous, la justice reviendra sur cette terre algérienne, que je viens vous demander de me rendre ma liberté et de croire à l'assurance de mes sentiments de très haute considération et de respectueux dévouement. »

Orages d'été

Soustelle, devenu très émotif, a les larmes aux yeux en lisant ce texte. Il refuse la démission.

— Je vous en prie, Monteil, ne m'abandonnez pas ! Vous ne pouvez pas me faire ça, me quitter au moment où je prépare un mémorandum pour le gouvernement ! Les ultras vont pavoiser ! Sérigny dira que j'ai échoué...

Monteil, ému lui aussi, fait une légère concession. Il admet qu'il pourrait reconsidérer sa position si, avant la fin du mois, son chef montrait, en faisant libérer les « cinq d'Ighil-Ilef », qu'il est capable de faire plier « les vrais hors-la-loi de ce pays, ceux qui sont dans l'administration algérienne, qui bafouent ouvertement son autorité et ne font pas sa poli- ▶

(1) C'est là une allusion voulue au titre d'un ouvrage de Soustelle sur son action dans la France libre.

Garofalo/Match

Au premier plan, un des huit enfants de l'administrateur ▶ Dupuy pendant le discours que Jacques Soustelle prononce devant le cercueil. Bouleversé, ce dernier s'écrie : « Jurons de tout faire, sans rien ménager, pour venger ceux qu'on nous a pris !... »

Garofalo/Match



l'équipe du gouverneur perd son aile gauche

La lettre de démission du commandant Monteil

B.N.I.

◀ Me Kiouane, que Monteil verra en prison, avec l'accord de Soustelle.



Pour Jacques ▶ Juillet, du cabinet civil : une mission difficile.

Foto Postius

(texte intégral) *Alger, ce 24 juin 1955*

Monsieur le ministre,

Je vous ai expliqué à plusieurs reprises mon désaccord sur la politique actuellement suivie en Algérie et pour l'Algérie. Sur le fond, je crois l'intégration dépassée; nous ne garderons notre présence ici que sous une forme fédérale. Dans la pratique, la situation locale ne me paraît pouvoir se redresser que par des décisions politiques et immédiates, à longue portée, engageant l'avenir.

Dès le 18 mai, je vous proposai, vainement, de prononcer, dans ce sens, un discours « de choc » (dont je vous remettais le texte en projet). Le 1er juin, je vous demandai d'accepter ma démission. Sur vos instances, j'acceptai de la différer jusqu'à remise de votre mémorandum au gouvernement. Enfin, le 18 juin, j'appelai, une dernière fois, avec la plus vive urgence, votre attention sur la gravité de la situation. Cependant, d'autres méthodes politiques, dans le régime actuel, vous paraissent, seules, praticables. Il ne serait ni loyal ni honnête de ma part de vous laisser croire que je suis de cet avis.

Je suis, au contraire, convaincu que nous allons à la catastrophe. Certes, je peux me tromper, mais je vous demande de ne pas oublier que les évènements de Tunisie et du Maroc n'ont pas donné tort à mes prises de position antérieures : je vous ai communiqué ma proposition de solution pacifique du problème des fellaghas tunisiens, datée du 3 novembre 1954, et ma lettre de démission du 8 janvier 1955, pour protester contre l'impunité du contre-terrorisme européen au Maroc. En ce qui concerne l'Algérie, je persiste à ne pas croire possible de mener de front la répression et des « réformes » : il faut choisir.

Malheureusement, le choix qui vous est imposé n'est que trop clair : les arrestations arbitraires se succèdent; les camps dits « d'hébergement » se garnissent de plus en plus d'innocents (dans la proportion de 167 sur 200, de l'aveu même de M. Dupuch, préfet de Constantine); l'armée détruit, bombarde, exécute sommairement et profane les tombeaux; chaque jour, les tribunaux militaires condamnent à mort *sans charges suffisantes, dans ce pays où, plus encore qu'ailleurs, selon le médecin légiste près le tribunal d'Alger, « l'aveu n'est* jamais *une preuve »; à peine sortis de prison, les « politiques » vont y retourner; après Moulay Merbah, le parquet général prépare la condamnation, pour « délit de presse », de Kiouane et de Ben Khedda. Au moment même où sont saisis les journaux qui ont le tort de dire la vérité sur les camps du Sud,* l'Écho d'Alger *imprime impunément ses fausses nouvelles alarmistes et les appels au meurtre du maire de Philippeville et des colons de Batna.*

En même temps, traquée, réduite au désespoir, la population musulmane se détourne de nous; l'administration – ses chefs en tête – est ouvertement contre vous; l'Assemblée algérienne vous critique avec violence, et les maires vous retirent, explicitement et officiellement, une confiance qu'ils vous avaient toujours marchandée.

Est-ce à dire que le soutien du gouvernement à Paris vous soit acquis loyalement et sans réserve? Il est permis d'en douter, quand on voit, par exemple, le président du Conseil passer sous silence l'indépendance du culte musulman, au Parlement (séance du 21 juin), en énumérant les points d'application du statut pour lesquels il vous a donné son accord. Vous êtes débarrassé d'un secrétaire général adjoint, mais le ministre de l'Intérieur le réhabilite, en le nommant préfet de l'Ain – sur le théâtre de ses anciens exploits.

Dans ces conditions, toute autre solution que ma démission explicite et définitive de votre cabinet ne serait digne ni de vous ni de moi. Ce serait renier notre commun passé et cette parole donnée *qui est la ligne directrice de ma vie.*

tique ». L'entretien, après l'orage, se termine sur une brève éclaircie.

Soustelle fait effectivement un effort dans le sens que lui demande son adjoint. Le 23 juin, le préfet de Constantine, le très conservateur Dupuch, reçoit un ordre écrit au sujet de deux des Kabyles de l'affaire d'Ighil-Ilef : « Vous voudrez bien faire mettre immédiatement en liberté ces deux personnes, quel que puisse être l'avis des services intéressés. » Les « services intéressés », cependant, laissent clairement entendre qu'ils ne tiendront aucun compte de ce texte (effectivement, les cinq d'Ighil-Ilef ne seront libérés qu'en juillet 1962, lors de l'indépendance de l'Algérie). Pour Monteil, la coupe est pleine. Le 24 juin, il remet à Soustelle une démission définitive.

L'orage, cette fois, éclate, d'autant plus violemment que le démissionnaire annonce au gouverneur son intention de faire rapport à de Gaulle (qu'il verra effectivement, le 5 juillet, à Paris). Soustelle, que ce projet inquiète, tient, sur le général des propos que Monteil juge désobligeants, et la controverse fait monter le ton du débat.

Un autre groupe

C'est, le lendemain, la scène des adieux. Monteil donne l'accolade à ses contacts musulmans, Kiouane et Toufik El-Madani. Il va rendre une ultime visite à la « communauté franco-musulmane » d'Hussein-Dey. Avant de prendre l'avion pour la France, il a la satisfaction d'apprendre de la bouche de son ami Jacques Juillet que ce dernier se solidarise avec lui.

Juillet démissionne effectivement, le mois suivant, de ses fonctions de directeur du cabinet civil du gouverneur. Il est remplacé, à ce poste, par le préfet Lamassoure, qui a rejoint Soustelle le 1er mai et qui, dans le *brain trust* du gouverneur, a très vite pris ses distances à l'égard du « groupe de gauche ». Celui-ci est désormais hors circuit. Après le retrait de Germaine Tillion, celui de Monteil. Après celui de Monteil, celui de Juillet.

Le « groupe de droite » salue chacun de ces départs par des sarcasmes triomphants. Germaine Tillion ? « Une brave fille, cette pauvre Germaine, une philanthrope, une intellectuelle pleine de générosité, mais, vraiment, elle ne comprenait rien à la politique ! » Vincent Monteil ? « Cette belle intelligence était, en fait, l'intelligence avec l'ennemi ! » Jacques Juillet ? « Ce petit Machiavel ne sera plus là à nous épier pour le compte de Mendès-France. Bon débarras ! »

Dans l'entourage de Soustelle, où Eydoux, désormais, donne le ton, un autre esprit règne. Une autre équipe prend du poids. Des personnages qui se font bien voir du gouverneur en le félicitant d'avoir « fait décamper » les « mauvais conseillers qui lui faisaient du tort », franchissent plus fréquemment les portes du palais d'Eté : le procureur général Susini, placé à son poste d'Alger par l'ancien président du Conseil René Mayer, porte-parole des intérêts de la grande colonisation ; l'ex-résistant Achiary, ancien sous-préfet de Guelma et organisateur, à ce titre, lors des événements du Constantinois, en mai 1945, d'une terrible répression contre les Algériens ; le directeur de *l'Echo d'Alger*, Alain de Sérigny, qui, adorant ce qu'il brûlait la veille, se met à encenser Soustelle après l'avoir vilipendé pendant des semaines.

Grâce à Susini, les procédures pénales contre les Algériens convaincus ou suspectés d'aider le F.L.N. sont accélérées. Grâce à Achiary, qui consacre plus de temps à ses relations avec les services spéciaux qu'à l'affaire de construction qu'il dirige à Alger, un contact est établi entre le palais d'Eté et les groupes européens activistes qui commencent à s'organiser. Grâce aux éditoriaux de Sérigny, les ultras, oubliant le temps où ils n'avaient que mépris pour le « bradeur », le « juif Ben Soussan, *alias* Soustelle », voient dans le gouverneur « qui les a compris, un nouveau sauveur suprême ».

Fin juin 1955, Soustelle, l'ancien « proconsul libéral » change de cap. Le cap est mis sur un nouveau durcissement de la guerre. H

A. P. LENTIN

Pour ces gourbis pouilleux et ces enfants errant dans la guerre, une ethnologue va lancer la croisade des « centres sociaux ».

Ionesco/Réalités

UN COMBAT SOCIAL



Elie Kagan

◀ Germaine Tillion quittera Soustelle mais elle n'abandonnera pas l'Algérie. Désormais, elle s'attachera à un travail « plus humanitaire que politique ».

LORSQUE Germaine Tillion est entrée, en mars, au cabinet de Jacques Soustelle, le gouverneur général lui a demandé de l'aider dans ses réformes en mettant sur pied des « centres sociaux » susceptibles d'apporter aux musulmans les plus défavorisés une assistance adaptée à leurs besoins : scolarisation élémentaire, éducation de base, enseignement professionnel, aide économique et aide sanitaire. Jacques Soustelle a également chargé l'ethnologue d'une autre tâche : aller observer de temps à autre, sur le terrain, l'évolution des sentiments, des réactions, des comportements des populations musulmanes rurales.

C'est dans le cadre de cette mission que Germaine Tillion parcourt, pendant tout le mois de mai, l'Aurès, les Nemen- ▶

Germaine Tillion et le calvaire des douars

cha et le Sud constantinois jusqu'à Biskra et El-Oued, deux communes auxquelles a été étendu, le 28 avril, un état d'urgence qui touche maintenant la Grande Kabylie et pratiquement tout l'Est algérien. Elle n'est pas retournée dans ces régions depuis le début de 1955 et ce qu'elle découvre — « un enfer », affirme-t-elle — la consterne.

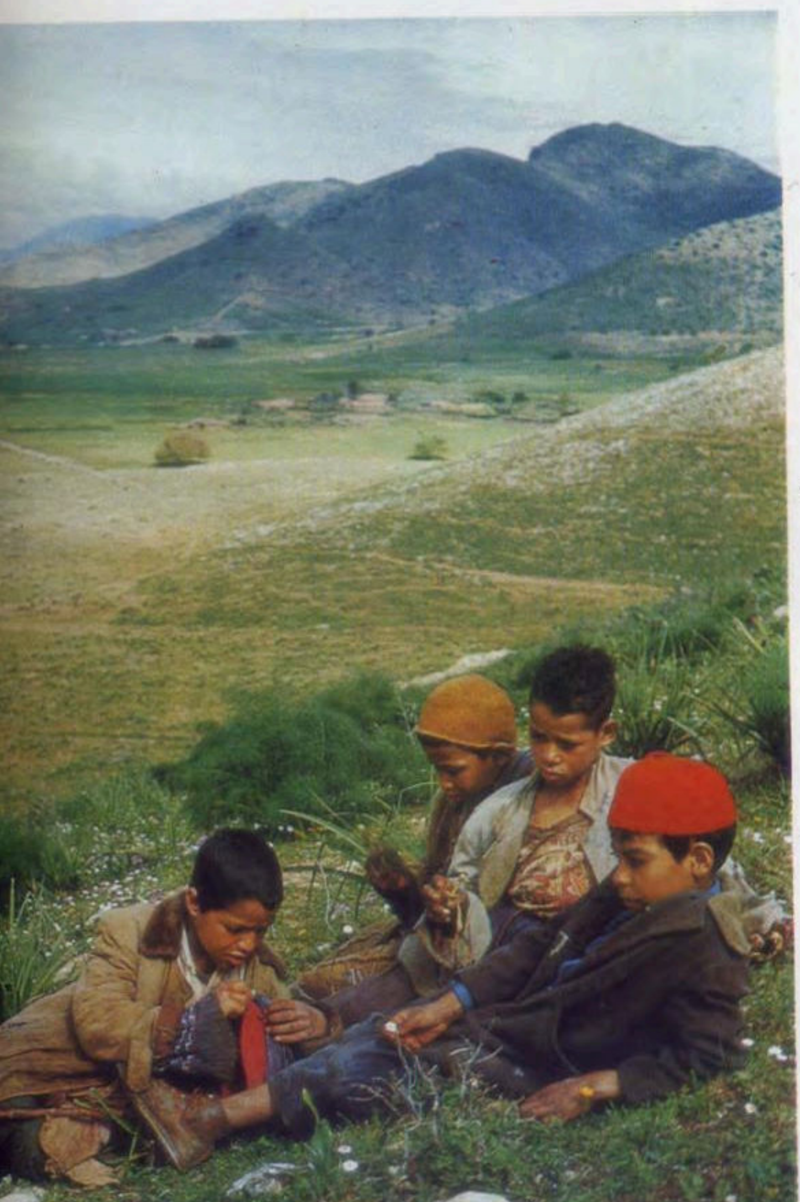
sent, pour la première fois, des mitrailleuses) et de plus en plus agressives. Leurs coups de main se multiplient.

Le 13 avril, un groupe commandé par Adjoul Adjoul dresse, près de Djellal, une embuscade dans laquelle tombent des tirailleurs musulmans de l'armée française : huit d'entre eux sont tués, les autres se rendent et certains rallient



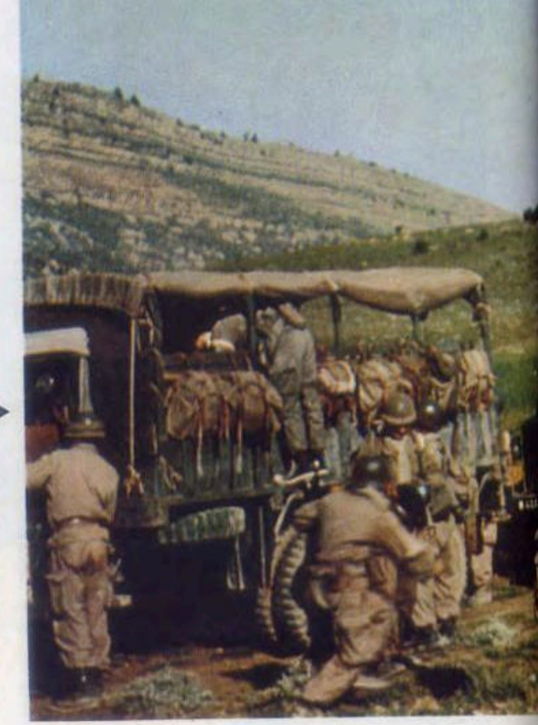
Printemps 1955. C'est toujours le Nord constantinois qui inquiète l'état-major. Des renforts sont envoyés dans la région de Philippeville. Ils arrivent des Nemencha. Cette fois, la guerre s'installe.

Jean-Rey/Holmès-Lebel



Scolarisation totale et intelligente. C'est le vœu de Germaine Tillion. Un jour, le F.L.N. enrôlera ces jeunes *disoccupadi* pour en faire des *choufs* (guetteurs) ou des agents de transmission. L'école les aurait peut-être préservés.

Sterian-Ionesco/Réalités



Dans l'Aurès, les opérations se succèdent. On l'appelle maintenant le « massif pourri ». L'A.L.N. a repris son souffle et se bat avec des groupes qui comptent parfois jusqu'à cinquante hommes. C'est un printemps menacé et difficile.

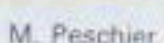
La guerre, en effet, fait rage dans l'Aurès. Les 5 000 soldats français qui y ont été envoyés en renfort et qui sont appuyés par des blindés et par une aviation prompte à bombarder les « zones pourries » se heurtent à des unités de l'A.L.N. de mieux en mieux organisées (groupes de 10 à 15 hommes, sections, ou même compagnies de 50 hommes), de mieux en mieux armées (certaines utili-

même les rangs des rebelles. Le 16 avril, le commandant Miquel et le R.P. Jacq, aumônier, sont à leur tour surpris et tués au cours d'un combat dans les ravins de Kheirane.

Les militaires français réagissent très vigoureusement et répondent à ces attaques par des « opérations de bouclage », interventions aériennes, mitraillages, ratissages des douars suspects, arrestations.

A Alger, le haut commandement militaire, qui craint, non sans raison, une prochaine flambée insurrectionnelle dans le Nord constantinois, ordonne au général Allard, successeur du général Spillmann à la tête des forces françaises de l'Est algérien, d'envoyer dans le quadrilatère Constantine-Guelma-Collo-Philippeville des contingents prélevés dans le secteur des Nemencha. Il promet que




M. Peschier



des renforts y seront acheminés dans quelques semaines et il ordonne, en attendant, de « laisser seulement, à l'intérieur du massif pourri, quelques bataillons itinérants entre des coins fixes, bien tenus par des troupes et des goums » et de « réprimer brutalement toute apparition d'une rébellion nouvelle ».

L'application concrète de ces directives est catastrophique pour les civils musulmans. C'est là une réalité que Germaine Tillion constate quotidiennement au cours de sa tournée, grâce aux multiples témoignages qu'elle recueille.

Sur le plan économique, les destructions de biens dans les « douars ratissés » (gourbis rasés, provisions mises à sac, champs de culture saccagés, troupeaux dispersés) transforment, dans les secteurs les plus touchés par la guerre, le dénuement déjà très grand des ruraux en une véritable « clochardisation » — c'est le terme même qu'utilise l'ethnologue.

Sur le plan psychologique, le profond sens de la justice des Chaouïas est vivement choqué lorsque les militaires français mettent en œuvre les règles de la responsabilité collective (lorsque des poteaux télégraphiques sont sciés près d'un village, ce sont, par exemple, tous les habitants de ce village qui sont punis). Dans le cœur de ces gens simples, expliquent tous ceux qu'interroge l'ethnologue, la haine s'ajoute alors à la peur, et ni l'une ni l'autre ne sont bonnes conseillères.

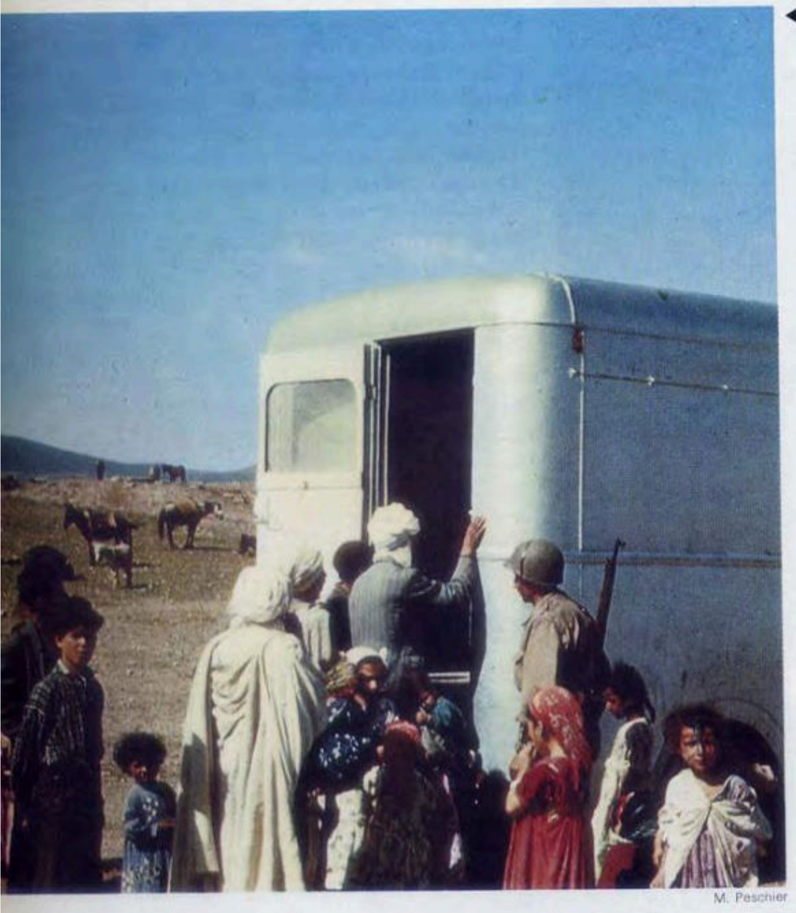
Germaine Tillion a l'occasion d'expliquer au général Parlange, commandant civil et militaire de la région de l'Aurès et responsable, depuis le 1er mai, de la « coordination des mesures civiles et militaires contre le soulèvement dans les régions soumises à l'état d'urgence », que la généralisation des mesures fondées sur la responsabilité collective porte, dès le départ, un coup mortel à l'entreprise de « reconquête morale » des « officiers des affaires musulmanes » qui tentent de renouer les contacts avec les populations autochtones... « Vous verrez, dit-elle au patron des « képis bleus », que si une politique nouvelle à l'égard du nationalisme algérien ne vient pas stopper l'engrenage dans lequel nous sommes en train de nous engager, le cycle infernal de la répression toujours plus dure et de la rébellion toujours plus forte ruinera tous vos efforts de pacification. »

Dialogue de sourds

Des initiatives nouvelles en direction des nationalistes algériens : c'est la ligne que veut maintenant défendre, sur un plan général, Germaine Tillion. Ses conclusions rejoignent, sur ce point, celles de Vincent Monteil, encore que ses jugements soient moins théoriques, plus intuitifs, que ceux du chef du cabinet militaire du gouverneur général. Cependant, lorsque, de retour à Alger, elle expose son point de vue, le 30 mai, à Jacques Soustelle, elle trouve devant elle un interlocuteur fort peu réceptif.

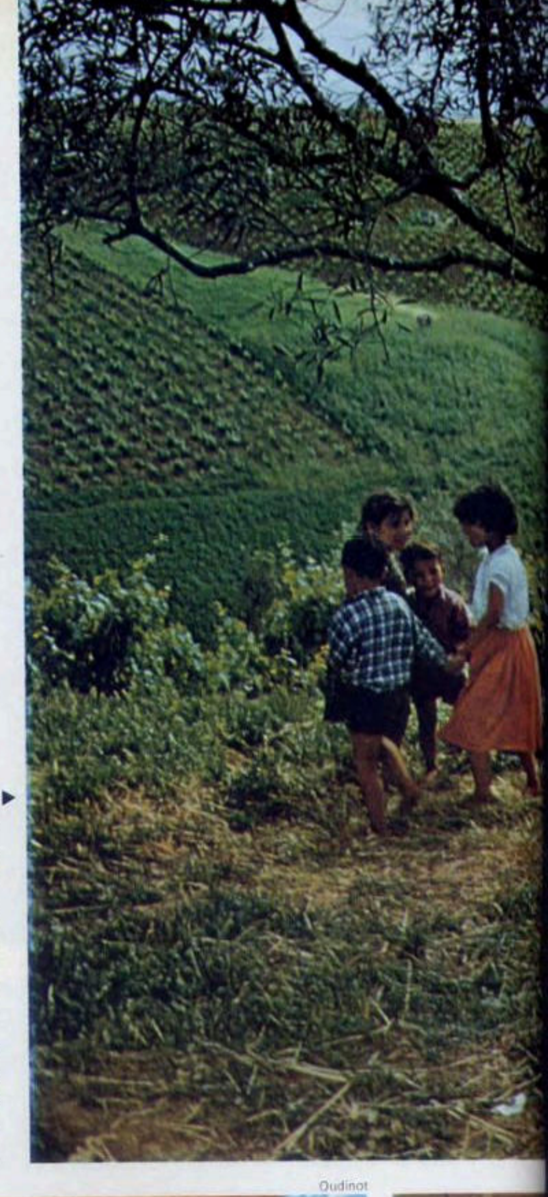
S'appuyant sur les rapports des Services de renseignements, le gouverneur général porte en effet les jugements les plus violemment critiques sur les chefs F.L.N. de l'Aurès qui, dit-il, sont à la fois divisés entre eux (« une récente réunion de certains de ces responsables, le 10 mai, à Abassa, en l'absence du commandant de la région, Chihani Bachir, n'a fait que démontrer de manière caricaturale la persistance du vieil anarchisme berbère ») et féroces dans leurs méthodes (« un chef de bande comme

le but initial des centres sociaux: sauver les masses musulmanes de la "clochardisation"



◀ L'A.M.G. (assistance médicale gratuite). Le camion sanitaire cahote sur les routes du bled, annoncé à grand renfort d'amplificateur. Si les patients ne viennent pas, c'est que les mots d'ordre du F.L.N. ont été suivis, par conviction ou par peur.

M. Peschier



Dans ce paysage ▶ bucolique de l'Algérois, la guerre se prépare, sous la houlette d'Ouamrane, qui est en train de « recruter ». Mais il semble, ici, que rien ne puisse se passer. Pourtant, même les régions les plus isolées connaîtront le bruit des armes.

Oudinot





Maache Messaoud (1) n'est qu'un criminel de droit commun »).

Germaine Tillion, qui cherche d'abord à user de diplomatie, ne contredit pas ces analyses, mais elle fait remarquer que la « cruauté de l'ennemi » s'explique largement par « les atrocités commises de notre propre côté ». Elle ajoute que les divergences au sein du F.L.N. devraient constituer, pour les autorités, une raison supplémentaire de nouer des contacts avec les leaders F.L.N. Les responsables militaires et politiques français devraient, à son avis, engager avec l'adversaire, aussi bien à Alger qu'à l'échelon régional, des pourparlers secrets « ne serait-ce que pour comprendre, dans toutes leurs nuances, le point de vue et la psychologie de tous les musulmans, y compris ceux qui nous combattent ».

Cette suggestion fait bondir Jacques Soustelle, qui déclare, en haussant le ton : « Jamais je n'ouvrirai un débat politique avec des gens qui remettent en cause l'idée même de l'Algérie française ! » La conversation entre le gouverneur et l'ethnologue tourne au dialogue de sourds. « Nous n'étions plus, dira Germaine Tillion, sur la même longueur d'onde. »

A la fois très sentimentale et très entière dans ses déterminations et ses décisions, l'ethnologue prend l'initiative de clore brusquement l'entretien en offrant sa démission du cabinet du gouverneur général. Jacques Soustelle ne cherche pas à la retenir, contrairement à ce qu'il fera, un mois plus tard, à l'issue d'un échange de vues non moins orageux, avec Vincent Monteil. Il propose simplement à Germaine Tillion de continuer à s'occuper des « centres sociaux », car « là, le travail est plus humanitaire que politique ».

(1) Il s'agit d'un « zonal » alors soupçonné — à juste titre — d'avoir assassiné l'administrateur Dupuy. Maache Messaoud se montre, effectivement, « inutilement sanguinaire » aux yeux mêmes de Chihani Bachir, qui le fera juger par un tribunal de l'A.L.N. et exécuter pour « dépassement des ordres ».

Ionesco/Réalités

M. Peschier



◄ **Les lois de la guerre ! Et les élans du cœur ? *A gauche,* Hélène, l'infirmière de la S.A.S. (section administrative spécialisée) des Beni-Douala, en Grande Kabylie. *A droite,* le dispensaire. Quel merveilleux regard lève sur la *toubiba* (infirmière) ce petit enfant !**

L'ethnologue, qui n'avait pas accepté sans hésitation, trois mois plus tôt, la « mission spéciale d'information » que lui avait confiée Soustelle, mais qui a pris très à cœur son œuvre d'assistance aux déshérités algériens, accepte la proposition qui lui est faite.

Peu de temps après sa démission, elle envoie au gouverneur général une note dans laquelle elle explique comment elle entend poursuivre sa tâche.

Elle rappelle d'abord les objectifs qui ont été définis en mars et qui, précise-t-elle, doivent demeurer entièrement valables, en dépit du manque de moyens financiers et humains : « Les centres sociaux doivent permettre de sortir l'Algérie, le plus rapidement possible, du sous-développement par la scolarisation totale faite intelligemment. Sans saupoudrage. Pour 10 000 personnes, il faut un centre social de vingt personnes. Le centre social a pour but de fournir à la population d'un secteur géographique défini l'ensemble des moyens de progrès nécessaires pour accéder au niveau économique supérieur. »

Les grandes perspectives étant ainsi à nouveau tracées, Germaine Tillion expose de manière détaillée les idées qu'elle veut faire appliquer : « L'efficacité des centres sociaux dépend de l'observation des trois principes suivants : 1) une coordination pratique et quotidienne de toutes les activités visant à améliorer le sort de la population du secteur ; 2) un rapport exact entre l'importance numérique de la population et l'ensemble des moyens de progrès mis à sa disposition ; 3) un programme éducatif établi en liaison avec les programmes primaires. »

Jacques Soustelle ne soulève pas d'objections, mais il n'en est pas de même dans son entourage.

Querelle d'interprétation

Au sein de la nouvelle équipe qui travaille avec le gouverneur général à partir du début de l'été, nombreux sont, en effet, les conseillers qui considèrent avec méfiance et suspicion le travail de Germaine Tillion, même si celle-ci ne peut plus maintenant couvrir ses activités de l'estampille officielle du cabinet du gouverneur. Le secrétaire général du G.G., Maurice Cuttoli, fils de l'ancien député maire de Philippeville, doyen de l'Assemblée constituante en 1945, met en avant ses attaches personnelles avec l'Est constantinois pour contester les analyses des problèmes de cette région sur lesquelles ►



l'huile, le blé et des "notes" qui font scandale

Le lavoir. C'est la joie. C'est l'eau. On fait sa lessive au soleil, accroupies en grenouilles. Et, pour les gosses, le tuyau, c'est un jouet plein de surprises. Pendant que les mères passent

ET LA GUERRE S'ORGANISE!

POUR les autorités françaises, et singulièrement pour le gouverneur général Jacques Soustelle, il importait, au printemps de 1955, de minimiser l'insurrection tout en la combattant énergiquement. Attitude qui portait en elle-même une contradiction de taille : comment prétendre qu'il ne s'agissait que d'une « flambée terro-



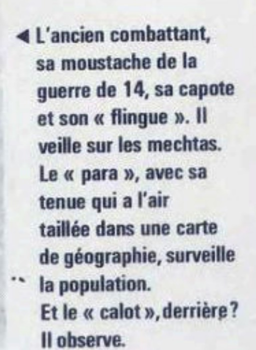
Djemila : « Ce grand cri de pierres que Djemila jette entre les montagnes, le ciel et le silence, j'en sais bien la poésie... », écrivit Camus.

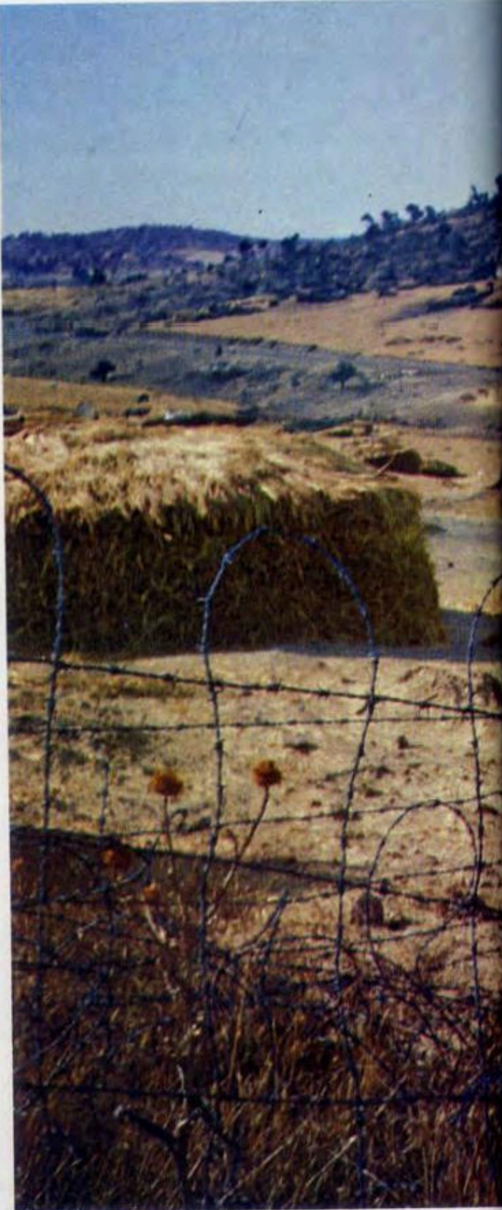
P. Torrel

les effectifs de l'Algérie portés à

◄ Mars 1955. Le F.L.N. passe au terrorisme contre les civils européens et contre les musulmans « amis » de la France. Dans certains coins, les villageois kabyles demandent à se défendre eux-mêmes contre la menace des maquisards. On leur donne une arme.

Dalmas





Les battages dans une ► ferme arabe. On bat encore sur l'aire, où les chevaux tournent en rond, les yeux bandés, à cause du vertige. Si le fermier est un « ami » de la France, un matin, on le trouvera égorgé. Ses chevaux, plusutiles, auront été volés.

M. Garanger



◄ L'ancien combattant, sa moustache de la guerre de 14, sa capote et son « flingue ». Il veille sur les mechtas. Le « para », avec sa tenue qui a l'air taillée dans une carte de géographie, surveille la population. Et le « calot », derrière? Il observe.

Dalmas

riste », due à quelques bandits fanatiques, et entamer une répression qui ne s'abattait pas seulement sur les « bandits », mais aussi sur l'ensemble de la population, comme, par exemple, les contrôles, perquisitions, camps de regroupement ?...

Cependant, grâce à la rapide réplique de l'armée française et aux mesures énergiques de l'administration et des tribunaux, le F.L.N. subit d'incontestables et importants revers sur tout le territoire algérien dans les mois qui suivirent le déclenchement de l'action armée du 1er novembre 1954. A l'instar du gouvernement français, la presse algérienne et métropolitaine fut fondée à parler d' « accalmie ». Dans toutes les régions, les maquisards de l'A.L.N. se terraient. N'étant pas parvenus à « soulever le peuple », ayant attiré sur eux tous les effectifs de la police et de l'armée présents en Algérie, provoqué l'envoi de renforts de la métropole, leurs principales préoccupations étaient de se cacher et de se nourrir.

Dans ces conditions, il était impossible aux hommes du 1er novembre de recruter pour leur armée et de se procurer dans la population l'aide et l'argent qui leur étaient nécessaires.

Les lois de la guerre

Ils ne doutaient pas des sentiments nationalistes de la grande majorité, mais ils avaient conscience que, pour la faire « basculer », il fallait une continuité dans l'action. Il importait aussi de ne pas se faire décimer et de ne prendre que des risques calculés. Peu importaient les « lois de la guerre » ; d'ailleurs, s'agissait-il d'une « guerre » ?

Au mois de mars 1955, le F.L.N., renonçant aux attaques de casernes, de commissariats, d'édifices publics, organisa des attentats aussi bien contre des civils français que contre des musulmans « amis de la France » (gardes champêtres, caïds, etc.).

A Alger, le gouverneur général, qui venait d'apprendre que quatre civils français avaient été abattus dans l'Aurès, était bien décidé à ne pas laisser l'insécurité et le terrorisme s'étendre à l'Oranie et à l'Algérois.

Il avait auparavant tenté une politique libérale et envisagé tout un train de réformes, croyant ainsi désamorcer le terrorisme. Mais puisque de « l'autre côté » on ne l'entendait pas de cette oreille, il décida de répondre désormais aux attentats par une répression sévère et accrue (camps d'hébergement, etc.). Puisque le terrorisme frappait aveuglé-

maintenant chargé de l'Algérois. Il succédait donc à Rabah Bitat et devait tout créer dans cette wilaya 4 où « la guerre » était ignorée ou oubliée.

Ouamrane disposait d'environ 100 hommes et de 30 armes de guerre disséminées entre Chréa, Ama, Réghaïa et Mouzaïaville. Il fallait tout organiser, le recrutement, l'instruction, l'information de la population, la collecte des cotisations. Pour accomplir ce travail, Ouamrane allait bénéficier d'une recrue inattendue : Rabah Zerrari, qui fera beaucoup parler de lui par la suite sous le nom d'Azzedine. Il deviendra la bête noire de Bigeard et son histoire mérite d'être évoquée.

En 1955, Azzedine a vingt et un ans et une seule passion, le football. Ouvrier soudeur autogène et à l'arc chez Caterpillar, à Alger, pour un salaire mensuel de 18 000 francs, il ne se trouve pas « malheureux » et ne s'est jamais intéressé à la politique. Comme tout le monde, il a entendu parler des événements du 1er novembre et, sans bien en comprendre la signification profonde, il suit les récits des attentats et accrochages de l'Aurès que font les journaux algérois.

Azzedine fait du zèle

Le 25 février 1955, il est contacté par un militant du Clos-Salembier, Abderrahmane Lahla, qui lui demande de participer à la révolution. Rêvant de maquis, de sabotage de routes, Azzedine accepte. Mais comme, dans un premier temps, on ne lui demande que de cotiser pour 5 000 francs par mois, il est un peu déçu et insiste pour passer à l'action.

Sans attendre les ordres, il décide de son propre chef d'attaquer au chalumeau le coffre-fort de l'usine Caterpillar où il travaille. Interrompu par des Français armés de fusils de chasse, il prend la fuite mais il est atteint d'une balle à un mollet. Il se réfugie au Clos-Salembier, chez Lahla, et lui raconte son histoire.

— Mais je ne t'ai jamais dit de faire ça ! Tu es fou !

— J'ai été reconnu ; maintenant, on me poursuit.

On décide d'envoyer Azzedine à Palestro, où Ouamrane est en train de former un maquis.

L'accueil d'Ouamrane n'est pas particulièrement chaleureux.

— Tu as une lettre d'Alger ? demande-t-il.

— Oui.

Et Ouamrane lit le message que lui envoie Aït Amara, chef de réseau à Alger : « C'est un élément suspect que je t'envoie. Il a accompli une action



Une scène qui va devenir familière, des trains couchés hors de leurs rails. Sabotage. On demande à l'armée de s'en occuper. Et tout ce qui pourra détourner l'armée de sa mission traditionnelle sert finalement la rébellion.



A.F.P.

Le blé est en épis, mais les champs sont déserts. Cette nuit, l'A.L.N. a frappé, égorgé le bétail, massacré les fermiers et incendié la maison. C'est ce que le F.L.N., sur ses bulletins inter-wilayas, appelle l' « offensive économique ».



Cinémathèque Gaumont

Là, c'est l'explosion d'un dépôt de munitions. Comme par miracle, la lessive du soldat a été épargnée. Qui a posé la bombe et allumé la mèche? On ne le saura jamais. Ou, parfois, bien plus tard. Quand un prisonnier se mettra à parler.

opération "intox" sur la population



sans ordre. » La suite du message dit l'incertitude des chefs d'Alger quant aux véritables mobiles d'Azzedine : voulait-il remettre l'argent du coffre au F.L.N. ou... se l'approprier ? (La police d'Alger aussi se demandait s'il s'agissait d'une « action politique » ou d'un simple crime de droit commun.) « Le type n'est pas catholique (!) », concluait le message.

Et c'est ainsi qu'en dépit de sa méfiance Ouamrane incorpora Azzedine à son groupe.

La noria des «moudjahidin»

Pendant plus d'un mois, le jeune ouvrier de Caterpillar ne comprit rien à ce qui se faisait. En allant au maquis, il croyait aller au combat, conquérir la gloire. Or Ouamrane s'attachait avant tout à la prise en main de la population par des actions et des astuces de toute sorte.

Dans le djebel algérois, la méthode employée par Ouamrane était efficace et pourtant d'une grande simplicité. Le roué Kabyle savait que la population ne demandait qu'à croire à la réalité de l'A.L.N., mais encore fallait-il qu'elle se manifestât un peu. Alors, dans toutes les zones de l'Algérois, accompagné de sept hommes, il arrivait de nuit dans une *dechra* où se trouvaient déjà plusieurs militants. Avec eux, il faisait la liste des familles et évaluait leurs ressources. Puis il faisait tourner les sept hommes autour du village, allumait des feux sur les crêtes, se montrant le plus bruyant possible pour faire croire à un nombre imposant de maquisards.

— Passez, repassez, tournez en rond ! ordonnait-il.

Ensuite, il réunissait la population, expliquait l'appel du 1er novembre 1954, la révolution, le nationalisme, l'indépendance. Lorsque, le plus souvent, l'enthousiasme répondait à ses paroles, il abordait aussitôt le premier devoir « sacré » de tout Algérien : la cotisation. Dans un premier temps, chaque paysan était taxé à 10 % de ses biens. Les plus démunis donnaient 500 francs et même moins.

Il ne serait pas exact de dire que tous ceux qui cotisaient étaient des sympathisants convaincus ! Il y avait aussi les indifférents, les pro-Français, mais ceux-là étaient parfaitement au courant du sort qui leur serait réservé s'ils se rebellaient. Ouamrane usait, vis-à-vis d'eux, d'une autre « ruse de guerre » : il réunissait ses hommes chez le plus suspect parmi les pro-Français de chaque village et le nommait adjoint du responsable F.L.N. de la *dechra*. Ainsi, non seulement on le surveillait facilement, mais — collectant les cotisations — il lui était malaisé de faire un rapport à l'administration.

Village après village, la population était ainsi prise en main.

Les jours de marché, chaque paysan découvrait qu'au douar voisin les *moudjahidin* étaient apparus comme chez lui : « On les a vus ! Ils étaient au moins trois cents. Ils tournaient autour du village. »

Voilà comment, avec sept hommes qui tournaient en rond et allumaient des feux, furent créés les premiers maquis de l'Algérois.

A la fin du printemps de 1955, Ouamrane n'avait plus besoin d'user de subterfuges pour faire croire à sa puissance. Les plus jeunes quittaient leur village avec un fusil de chasse et s'enrôlaient dans l'A.L.N. Toutes les armes — ou ce qui pouvait servir d'arme — avaient été remises au F.L.N.

Néanmoins, cet armement « hétéroclite » était loin de suffire pour entreprendre des actions d'éclat. Comme les



◀ Soustelle ne cessera de rencontrer les responsables civils et militaires de l'Aurès. Le général Parlange, commandant la zone d'état d'urgence du Constantinois, fera fonction de préfet de Batna en 1956, puis sera inspecteur général des centres de regroupement.

Associated Press



◄ Philippeville, une de ces villes blanches dressées devant la mer. Derrière, c'est le bled du Nord constantinois et le visage de la guerre.

R. Bail



Un groupe de *moudjahidin*, dans le maquis de Kabylie. Uniformes disparates et mitraillettes. Au premier plan, leur chef, Omar Ouamrane. ►

Coll. Y. Courrière

Adjoul-Adjoul, un des chefs de l'Aurès *(troisième à droite)*, qui se rendra à l'armée française, avec son frère et son fils, en 1955. ▼

autres chefs de wilaya, Ouamrane pestait contre ceux du Caire qui ne tenaient pas leurs promesses de faire parvenir des armes et des munitions à ceux de l'intérieur. Ben Bella avait beau s'activer au Caire et à Tripoli, ni les Egyptiens ni les Libyens ne paraissaient pressés d'apporter une aide efficace au F.L.N. Pourtant, dans les maquis algériens, l'aide des « pays frères » était un des thèmes les plus importants que développaient les responsables F.L.N. aux combattants comme à la population. Affirmer que le Raïs Nasser les soutenait était d'un grand poids. Aussi les maquisards étaient-ils impatients de troquer leurs fusils de chasse contre de véritables armes de guerre venues d'Egypte, de Libye ou d'ailleurs. Au mois de mai 1955, on ne se méfie plus d'Azzedine. Il peut enfin participer à des actions telles qu'il les avait imaginées. Ouamrane s'est décidé à attaquer l'armée française pour se procurer des armes.

Pierre Chaulet, première recrue du F.L.N.

Quinze hommes avec une M.A.T., fournie par un Chaouïa déserteur, et des fusils de chasse effectuent une attaque-éclair sur le poste de Laperrine. C'est un succès, des armes sont récupérées, mais un chef de section est tué, Azzedine blessé à un genou. Chaque homme du commando a pu se procurer une arme.

La blessure d'Azzedine est sérieuse.

— Ne t'en fais pas. Tu vas descendre à Alger avec moi.

Une 2 CV vint chercher les deux hommes pour les mener à Alger.

Au moment de s'engouffrer dans la voiture, Azzedine a eu un mouvement de recul : un Européen était au volant !

— Ne t'en fais pas, dit Ouamrane. C'est un homme à nous. C'est le docteur Chaulet !

Azzedine, stupéfait, regarda son chef. C'était la première fois qu'il entendait dire qu'un Européen faisait partie du F.L.N. Il faut dire que le fait n'était pas encore très répandu et que le docteur Pierre Chaulet était le premier Français du F.L.N.

Dans la salle d'opérations de la clinique de Verdun, à Alger, l'un des plus célèbres chirurgiens d'Alger, assisté du docteur Chaulet, opéra immédiatement Azzedine.

Pour le personnel, le blessé était le fils d'un gros bourgeois algérien. En fait, c'était le premier maquisard à être opéré dans la capitale.

C'est à partir du mois de juin 1955 que l'on put considérer la wilaya 4 comme vraiment structurée.

La patience et la volonté des chefs F.L.N. atteignaient leur but. Plus la guerre durait, plus le temps jouait contre la France.

En wilaya 4, on n'était pas dans la région la plus pauvre, bien au contraire ! Et si les injustices sociales régnaient comme ailleurs, elles étaient moins grandes. Or, hormis Alger, qui représentait un cas particulier, l'insécurité régnera toujours dans la région malgré l'importance des forces de l'ordre. H

Jacques SIMON

LES ALGÉRIENS DITS "DE GRANDE TENTE"



Le caïd Abd el-Hadj, seigneur de Tindouf, poste du Sahara algérien (département de la Saoura), portant sur la poitrine les décorations françaises. Il a revêtu la robe des reghibats (les nomades du grand Sud) aux broderies sahariennes.



Les marabouts, ces pieux vieillards, dont la silhouette semble sortie d'une page de l'Évangile. Ils prient et font le bien, et chacun répète après eux les sourates du Coran, puis laisse une pièce. La collecte sera distribuée aux pauvres.

En fait, elles sont plus nombreuses qu'on ne le croit. On les trouve un peu partout. Non seulement dans les grandes villes et les capitales régionales du pays, mais aussi dans les petites villes du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest.

Il n'y a pas que les Tamzali, les Ben Gana, les Ben Tchicou et autres illustres familles dont on n'a jamais réellement évalué la fortune, mais dont la renommée est vraiment très grande. Il y a aussi des familles beaucoup moins connues mais dont les richesses économiques et le pouvoir social étaient — et sont encore très souvent — immenses.

Une attitude ambiguë

Dans le nord du pays, c'est-à-dire à Tlemcen, Oran, Alger, Constantine, Bougie, Bône, etc., ces familles se comportent d'une façon beaucoup plus libérale que celles du sud du pays, où elles sont carrément et notoirement féodales.

Pour essayer de voir clair, nous allons faire une classification dont le seul but est de faciliter l'analyse de cette minorité du peuple algérien qui, souvent, a accaparé et continue d'accaparer un pouvoir économique très grand. Il faudrait, ici, remarquer tout de suite que ces familles, comme partout ailleurs dans le monde, ne font pas directement pression sur le pouvoir politique, auquel elles ne s'opposent jamais de front. Du temps de la colonisation française, ces familles avaient, même lorsqu'elles étaient hostiles au pouvoir colonial, une attitude assez ambiguë. La vraie prise de



Les vastes palmeraies ▶ du Sud, richesse de certaines familles musulmanes, comme les Ben Ghana, dont la fortune n'a jamais été réellement évaluée. La rébellion les prendra de court dans leur fidélité à la France, qui remonte aux premiers temps de l'Algérie, et de même que leur fortune, leurs sentiments non plus n'ont jamais été dévoilés, dans la tourmente qui s'abat.

◀ **Tamzali. En Algérie, le nom de cette famille (ci-contre son chef) est synonyme d'huileries. La famille Tamzali, d'origine berbère, règne sur la fabrication et le commerce de l'huile, dont les fûts s'empilent sur les quais d'Alger. Les Tamzali constituent une véritable tribu, et l'une des plus puissantes. Il sera difficile de démêler la part des pressions du F.L.N. et celle de son attachement réel à la France.**

Match/R. Vital

conscience nationaliste est souvent venue de plus bas, c'est-à-dire de la petite bourgeoisie et des couches populaires.

Quoique n'intervenant pas directement dans les affaires politiques — hier comme aujourd'hui —, les grandes familles algériennes ont su toujours influer sur le système en place, par personne interposée. Hier, grâce au jeu électoral miné par la corruption, ils ont pu catapulter des gens qui n'étaient pas des leurs, mais qui étaient les larbins de ces nouveaux caciques, pour utiliser une terminologie sociologique à la mode aujourd'hui. De nos jours, la grosse bourgeoisie algérienne est apparemment absente du jeu politique. Mais cette discrétion n'est qu'une tactique mûrement réfléchie. Préoccupée par les bouleversements politiques qui ont eu lieu depuis 1954 (guerre de libération nationale, indépendance politique, instauration d'un régime ayant choisi la voie non capitaliste de développement, indépendance économique, etc.) la grande bourgeoisie aime mieux s'abstenir et se manifeste par l'intermédiaire de ses fils, qui forment, dans la plupart des cas, ce qu'on appelle, en Algérie, la classe technocratique. En effet, à tous les niveaux, nous retrouvons les fils des grandes familles, devenus, grâce à leur formation scolaire et universitaire, de grands commis de l'Etat dans les ministères (Affaires étrangères, Economie et Finances, Intérieur, etc.).

Contre vent et marée

Ainsi, le comportement de ces familles, avant et après l'indépendance, demeure le même. Il ne s'agit pas là d'un conservatisme de mauvais aloi, mais d'une tactique éprouvée en maintes occasions et qui continue à donner de bons résultats.

Essayons maintenant de voir cette classification dont nous parlions plus haut, ainsi que l'origine de ces familles, ▶

P. Vasselet/Atlas-Photo

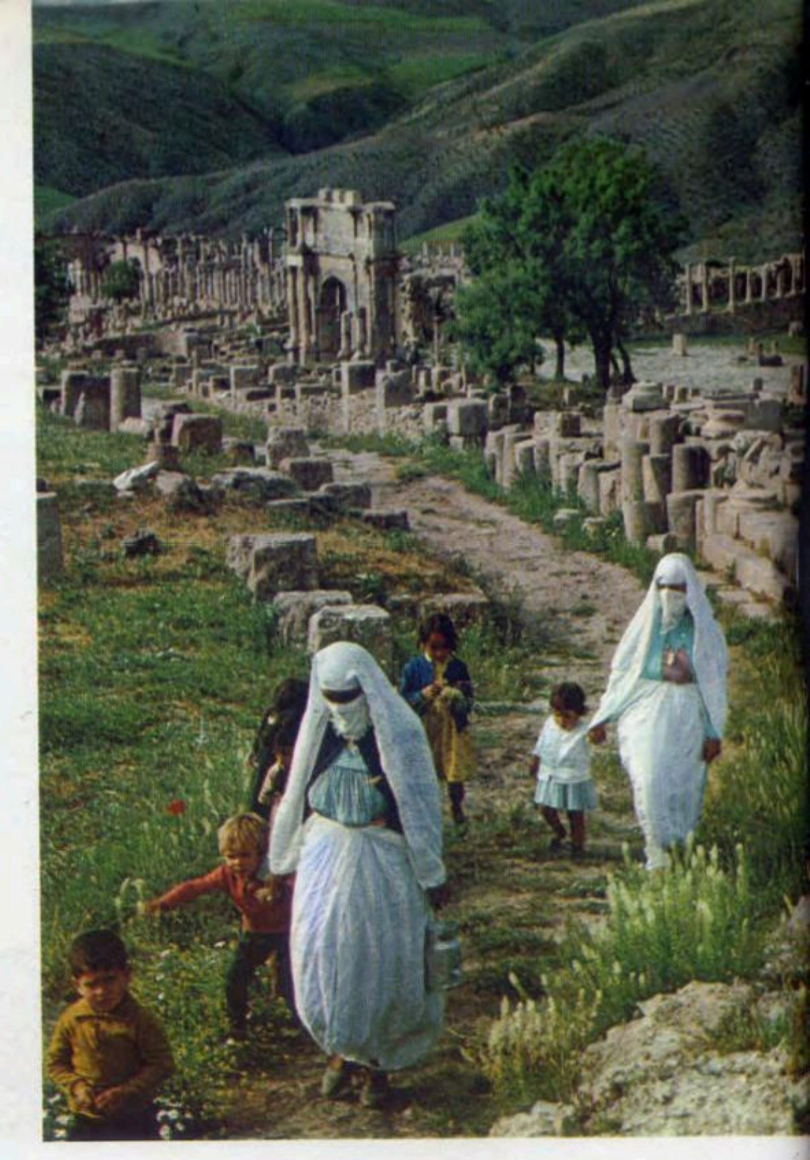


Le bachagha Boualem, ▶ qui fut enfant de troupe, puis officier de l'armée française, pendant la seconde guerre mondiale, et président de l'Assemblée algérienne, en 1958. Dès le premier jour, il prend les armes, constituant ses propres troupes de harkis, et fait la guerre pendant huit ans, pour défendre une « certaine idée de l'Algérie ». Il quittera le pays en 1962.



P. Tetrel

◀ La Casbah, ancienne citadelle des pachas et des deys d'Alger. Par extension, on a appelé Casbah, toute la ville qui s'est installée autour. C'était, à l'origine, le quartier aristocratique, le rendez-vous des janissaires, le séjour des grandes familles juives ou musulmanes. Avec le temps, la Casbah s'est démocratisée : boutiquiers, dockers, petits artisans, filles de joie aussi, la composaient. Dans le labyrinthe des ruelles étroites, derrière les façades aux petites fenêtres et aux lourdes portes cloutées, la vie quotidienne des musulmans garde ses secrets. *A fortiori,* ceux du F.L.N. qu'elle protège et cache.



chez les féodaux du sud : l'esclavagisme

leur conduite pendant la guerre l'Algérie et leur mode de vie.

Géographiquement, on peut situer les grandes familles dans deux régions bien définies : le nord et le sud de l'Algérie. Cette distinction est importante. Ces deux parties forment deux entités, à la fois géophysiques et socio-économiques. Dans le Nord, les grandes familles sont moins féodales, plus ouvertes à des courants de pensée libéraux, quelque peu émancipées et jouent un jeu politique très astucieux ! Dans le Sud, la situation est différente. Là, c'est la féodalité, sans fard. Jusqu'en 1962, on trouvait encore un pacte esclavagiste qui régissait les rapports du seigneur avec ceux qui travaillaient pour lui. Mieux : jusqu'en 1963, les autorités algériennes ont dû intervenir à plusieurs reprises pour émanciper des esclaves appartenant à des chefs de tribu dans le Hoggar.

Cette différence faite entre les grandes familles du Nord et celles du Sud, il est nécessaire maintenant de voir quelles sont leurs origines.

Dans le Nord, elles sont souvent d'origine « étrangère ». On trouve des Turcs dans la majorité des cas, et même des Italiens et des Espagnols. Une simple analyse étymologique des noms suffit à le démontrer : les Agha, les Oukils, les Tordjman, les Bachtarzi, les Bachbouab sont d'origine turque. Les ancêtres de ces familles occupaient des postes importants dans l'armée, la justice, la police et les services du palais. La famille des Bichin remonte, par exemple, à un ancêtre italien, armateur de galères pour la course au XVIe siècle, converti à l'islam pour les besoins de la cause commerciale. Le nom italien de cette famille est Piccinino. La famille Ben Tchicou est d'ascendance espagnole et doit remonter au XVe siècle lors de l'occupation par l'Espagne d'un *peñon*, au large d'Alger pour lequel la lutte n'a cessé qu'avec l'arrivée des Turcs et qui a repris plus tard.

D'autres familles sont d'origine berbère, c'est-à-dire que leur ascendance était d'origine locale. C'est ainsi que nous retrouvons des familles comme celle des Tamzali, des Aït Chaalal, des Ben Gana, des Baba Aïssa, des Aït Ahmed, etc.

Si les différentes occupations de l'Algérie ont permis à quelques familles de dominer économiquement le pays, il en a été de même lors de la présence française. Un certain nombre de familles algériennes lui doivent leur enrichissement : chefs de tribu dociles, paterfamilias ayant collaboré avec les autorités françaises, opportunistes sans fortune qui se sont hissés, grâce au commerce avec l'armée, à la tête de fortunes colossales, familles maraboutiques séduites par le règne de l'argent, etc. Cependant, il serait dangereux de généraliser cette tendance car toutes les grandes familles algériennes ne se sont pas enrichies nécessairement de cette façon. Il y avait déjà, bien avant 1830, toute une structure féodale, d'origine terrienne, qui a subsisté contre vent et marée jusqu'à nos jours.

Commerçants ou terriens

Dans le Sud, il s'agit de familles dont l'origine maraboutique est indiscutable. Les Ouled Sidi Cheikh possèdent d'énormes palmeraies dans le Souf algérien, où la famille nomade a un revenu de 70 francs par an ! Là, il



Djemila. Vestiges de l'ancienne ville romaine de Cuicul. Dans l'arrondissement de Mila (département de Constantine), une route capricieuse monte jusqu'au plateau de Djemila, où les ruines se dressent, avec l'immense forum, le temple et l'arc de triomphe. Elles ont inspiré de magnifiques pages à Camus : *Le vent à Djemila.*

P. Tetrel



Les enfants du Sud, ce désert où les couleurs et la verdure surgissent toujours à l'improviste, sous un ciel immuable. Contrées où les rapports entre les seigneurs du Sud et ceux qui travaillent pour eux sont parfois encore régis par un pacte d'esclavagisme, comportant droit de vie et de mort.

P. Tetrel

s'agit d'un féodalisme à l'état brut qui n'a pas fini de créer des problèmes à l'Algérie indépendante.

Certes, les grandes familles algériennes n'ont pas toutes eu une attitude négative. Réticentes au début du déclenchement de l'insurrection, elles ont peu à peu pris conscience de la gravité de la moindre erreur de jugement. En outre, les jeunes gens se sont souvent engagés et, par là, ils ont mis leurs parents devant le fait accompli : les ancêtres n'avaient qu'à suivre le mouvement. Cet engagement de la grosse bourgeoisie, qui, il faut le dire, a pris souvent le train en marche, était-il sincère ou opportuniste ? Cela dépendait du cas de chaque famille.

Leur ralliement à la cause nationale, précoce ou tardif, leur a permis de sauvegarder leurs intérêts économiques après l'indépendance. Cependant, nombreux furent les caïds, les bachaghas, les richards et les gros propriétaires terriens qui ont épousé la cause française pour défendre leurs privilèges.

Gaidamour



Bien différente des femmes voilées de la Casbah, cette nomade au visage découvert, tanné par le vent et le soleil des hauts plateaux. Elle appartient au peuple de pasteurs qui « nomadisent » à la recherche de pâturages, du Sahara aux hauts plateaux, et qu'on voit arriver dans le Nord, au moment de l'*achaba*, quand les blés sont moissonnés.

Quel est le mode de vie de ces familles ? Dans le Nord, elles sont commerçantes ou terriennes. Dans le Sud, elles sont essentiellement terriennes.

Les commerçants ont le monopole de l'import-export, que l'Etat essaie de leur enlever ; ils sont peu dynamiques et se cantonnent dans l'industrie alimentaire, qui, avant l'indépendance, était, et de loin, la plus importante. La famille Tamzali, par exemple, possédait la plupart des huileries et des savonneries. D'autres familles avaient le monopole du tabac, telle la famille Ben Tchicou, dans l'Est algérien, qui faisait pendant à la famille Bastos, d'origine européenne, dans l'Ouest. D'autres encore avaient et ont toujours le monopole des conserves (tomates, harissa) et des fruits secs (figues, dattes, etc.).

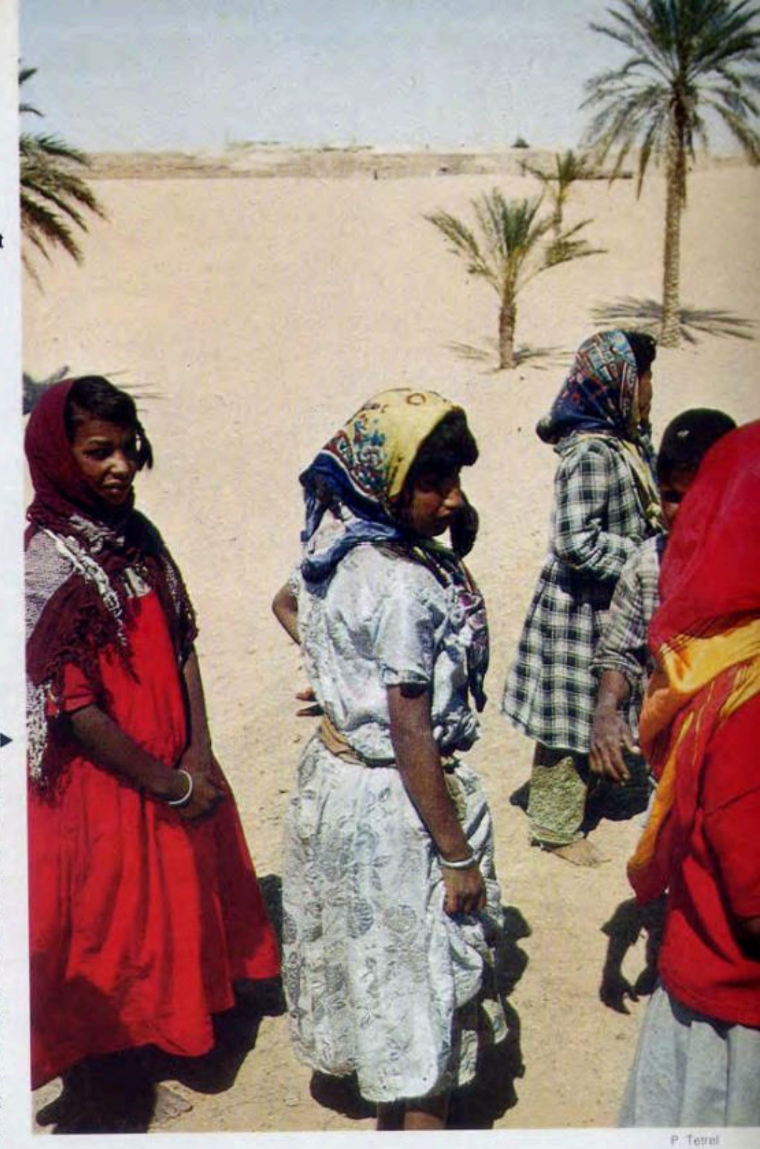
Il est allé à La Mecque

En ce qui concerne les grandes familles terriennes, on les évalue à 25 000 personnes possédant 3 millions d'hectares, alors que 75 % de la population globale algérienne, estimée à 12 500 000 âmes au dernier recensement de 1966, se partage une superficie à peine supérieure à 3 500 000 hectares !



Djemila. Vestiges de l'ancienne ville romaine de Cuicul. Dans l'arrondissement de Mila (département de Constantine), une route capricieuse monte jusqu'au plateau de Djemila, où les ruines se dressent, avec l'immense forum, le temple et l'arc de triomphe. Elles ont inspiré de magnifiques pages à Camus : *Le vent à Djemila.*

P. Tetrel



Les enfants du Sud, ce désert où les couleurs et la verdure surgissent toujours à l'improviste, sous un ciel immuable. Contrées où les rapports entre les seigneurs du Sud et ceux qui travaillent pour eux sont parfois encore régis par un pacte d'esclavagisme, comportant droit de vie et de mort.

P. Tetrel

s'agit d'un féodalisme à l'état brut qui n'a pas fini de créer des problèmes à l'Algérie indépendante.

Certes, les grandes familles algériennes n'ont pas toutes eu une attitude négative. Réticentes au début du déclenchement de l'insurrection, elles ont peu à peu pris conscience de la gravité de la moindre erreur de jugement. En outre, les jeunes gens se sont souvent engagés et, par là, ils ont mis leurs parents devant le fait accompli : les ancêtres n'avaient qu'à suivre le mouvement. Cet engagement de la grosse bourgeoisie, qui, il faut le dire, a pris souvent le train en marche, était-il sincère ou opportuniste ? Cela dépendait du cas de chaque famille.

Leur ralliement à la cause nationale, précoce ou tardif, leur a permis de sauvegarder leurs intérêts économiques après l'indépendance. Cependant, nombreux furent les caïds, les bachaghas, les richards et les gros propriétaires terriens qui ont épousé la cause française pour défendre leurs privilèges.

Gaidamour



Bien différente des femmes voilées de la Casbah, cette nomade au visage découvert, tanné par le vent et le soleil des hauts plateaux. Elle appartient au peuple de pasteurs qui « nomadisent » à la recherche de pâturages, du Sahara aux hauts plateaux, et qu'on voit arriver dans le Nord, au moment de l'*achaba,* quand les blés sont moissonnés.

Quel est le mode de vie de ces familles ? Dans le Nord, elles sont commerçantes ou terriennes. Dans le Sud, elles sont essentiellement terriennes.

Les commerçants ont le monopole de l'import-export, que l'Etat essaie de leur enlever ; ils sont peu dynamiques et se cantonnent dans l'industrie alimentaire, qui, avant l'indépendance, était, et de loin, la plus importante. La famille Tamzali, par exemple, possédait la plupart des huileries et des savonneries. D'autres familles avaient le monopole du tabac, telle la famille Ben Tchicou, dans l'Est algérien, qui faisait pendant à la famille Bastos, d'origine européenne, dans l'Ouest. D'autres encore avaient et ont toujours le monopole des conserves (tomates, harissa) et des fruits secs (figues, dattes, etc.).

Il est allé à La Mecque

En ce qui concerne les grandes familles terriennes, on les évalue à 25 000 personnes possédant 3 millions d'hectares, alors que 75 % de la population globale algérienne, estimée à 12 500 000 âmes au dernier recensement de 1966, se partage une superficie à peine supérieure à 3 500 000 hectares !

vie de privilèges et de droits seigneuriaux

Le mode de vie des riches agriculteurs est, à quelques nuances près, celui de tous les gros propriétaires terriens du monde. Utilisant des moyens techniques très puissants, ils produisent beaucoup, surtout lorsque les terres sont situées dans les zones les plus favorisées. Par sa puissance économique, le gros agriculteur est une notabilité importante dont l'influence sur les paysans pauvres est grande. Il est généralement marié à deux, trois ou — rarement — quatre femmes. Il a une nombreuse progéniture qu'il élève et pousse jusqu'à l'Université pour en faire des pharmaciens, des médecins, des avocats et autres nantis des professions libérales. Il a, aussi, fait plusieurs voyages à La Mecque. Il est généralement imposant, fort, de grande stature et s'habille de la façon traditionnelle. Ses vêtements sont finement brodés et son chèche a plus de mille tours de tête ! Il se parfume la barbe à l'eau de fleur d'oranger, porte aux doigts plusieurs grosses bagues et balance ostentatoirement une canne en bois précieux, finement sculptée qui joue un grand rôle dans le maintien de son prestige.

Il remplace l'iman

En été, il habite un « bordj », immense ferme ronde, blanchie à la chaux et noyée dans la verdure. En hiver, il réintègre sa villa sur les hauteurs d'El-Biar, s'il est algérois, sa villa de Sidi-Mabrouk, s'il est constantinois, ou de Sidi-Mahrez, s'il est oranais.

L'intérieur du « bordj » est spacieux et les nombreuses pièces sont meublées chacune dans un style différent. On trouve le style européen classique et jusqu'au style saharien : poufs confortables et tentures de très grand luxe.

Quand il revient, dans le village où est située sa propriété, il remplace l'iman habituel et préside les prières à la mosquée, don généralement d'un de ses ancêtres ou de lui-même. Fanatiquement religieux, il prêche la soumission à ceux qui travaillent pour lui et en rajoute démagogiquement, avec fortes citations coraniques bien choisies et, surtout, en dehors de tout contexte.

Le poids des confréries

Le gros propriétaire terrien est souvent lié à des confréries religieuses très puissantes et très écoutées par la masse des Algériens, que leur niveau matériel et culturel n'a pas encore éloignés de la superstition et de la religiosité, pourtant condamnées par le Coran et par les préceptes du Prophète (Hadith').

Les grandes familles urbaines sont beaucoup plus insérées dans le monde moderne. Pourtant, la polygamie y est fréquente (mais seuls les riches peuvent contracter une telle habitude ; et c'est ainsi que la religion va développer le barrage qui existe entre riches et pauvres, puisque le riche peut se marier plusieurs fois, tandis que le pauvre ne le peut absolument pas. Il faut dire aussi, en passant, que la polygamie, du fait même qu'elle est l'apanage des grandes familles riches, n'est pas très répandue en Algérie, quoiqu'elle demeure, de nos jours encore, légale. Les classes moyennes, en revanche, utilisent ce qu'une sociologue algérienne a appelé la « polygamie successive », c'est-à-dire la possibilité pour l'homme de se remarier plusieurs fois, mais en divorçant chaque fois d'avec sa femme).

Cependant, les enfants, y compris les filles, font des études, souvent supérieures. Les filles sont dévoilées et fréquentent l'Université. Les mères ne portent pas de voile, cela dans les grandes villes.

Ailleurs, à Bougie, Tlemcen, etc., les grandes familles restent intégrées au système social algérien, alors qu'à Alger, Oran et Constantine elles ont souvent été tentées par l'assimilation et l'intégration à l'intérieur du mode de vie européen. Mais les préjugés, souvent religieux, ont joué à ce niveau le rôle de frein. La conséquence en est alors que, dans ces familles, on a surtout singé l'Europe et l'Occident dans ce qu'ils ont de moins positif et on a continué à vivre dans une contradiction monstrueuse.

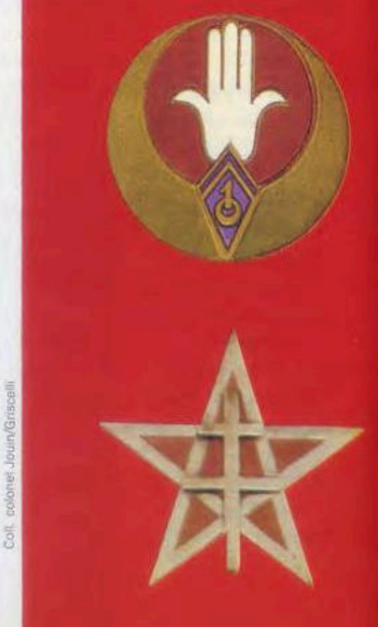
Il n'était pas rare de voir à l'époque coloniale, les chefs des grandes familles manier le chapelet et collaborer avec la puissance coloniale, au nom de Dieu. On a vu aussi les enfants issus de telles familles ne parler que français alors que leurs mères étaient arabophones exclusivement.

L'été à Vichy

Les grandes familles urbaines vivent, bien entendu, dans les grands centres. L'habitat qu'ils choisissent est souvent arabe : villa avec patio intérieur où les femmes vivent à l'abri des indiscrétions et jardin à très haute palissade. L'été, ils quittent la villa pour le bord de mer, où ils ont leurs cabanons de luxe enfouis dans les forêts de Baïnem, du côté d'Alger, ou celles de Gouraya, du côté de Bougie. A une certaine époque, il était de bon ton d'aller en été en cure, à Vichy ou à Nice ; en général, seuls les hommes faisaient le voyage. H

Omar CHAÏR


M. Téboul


Coll. colonel Jouin/Griscelli



GLOIRE DES SPAHIS

Le corps expéditionnaire du maréchal comte de Bourmont, débarqué le 14 juin 1830 à Sidi-Ferruch, comprenait 37 000 hommes des troupes métropolitaines, dont 31 000 fantassins, des artilleurs, des compagnies du génie, avec un important matériel de siège et trois escadrons de cavalerie légère fournis par les 13e et 17e chasseurs à cheval.

Les difficultés rencontrées pour le transport des chevaux et du fourrage expliquent cette situation qui rendit difficile l'exploitation du succès après la prise d'Alger, le 5 juillet, et le maintien de la sécurité autour des différentes têtes de pont de Bône et d'Oran.

Aussi, dès octobre 1830, le général Clauzel, successeur du maréchal de Bourmont, accepta les services des *spahis* en majorité d'origine turque, qui, avant l'arrivée des Français, constituaient l'essentiel des troupes montées du dey d'Alger.

A ces derniers se joignirent des éléments locaux, comme les *volontaires à cheval*, qui formèrent le corps auxiliaire des *chasseurs indigènes*, rattachés aux zouaves et chasseurs d'Afrique.

Mais bientôt toutes ces formations disparates furent confiées au célèbre Yousouf, cet Italien de l'île d'Elbe, enlevé par les corsaires barbaresques, élevé à la cour du bey de Tunis et passé ▶

Les spahis. Parmi les plus superbes régiments de l'armée d'Afrique. Cavaliers extraordinaires, ils furent présents dans toutes les colonnes qui menèrent à bien la conquête de l'Algérie. Le véritable créateur de ce corps fut Yousouf. *A gauche,* insigne du 1er spahis algériens, qui était basé à Médéa. *Dessous,* celui du 2e régiment de spahis algériens.

Yousouf et Marey-Monge, noms légendaires pour tous ceux qui furent cavaliers d'Afrique

au service de la France en 1830. Cet intrépide cavalier, qui finira son extraordinaire carrière militaire en 1866 comme général commandant la division de Montpellier, rude sabreur et fin politique à la fois, mit ses spahis au premier rang de la cavalerie d'Afrique en les faisant participer à toutes les colonnes sous les ordres d'officiers français et indigènes particulièrement choisis. Le nom de Yousouf est inséparable des premiers exploits des spahis. Il fut le véritable créateur de ce corps d'élite, le forma à son image et lui communiqua cette ardeur héroïque, cet esprit aventureux dont la tradition allait se conserver pendant cent trente-deux ans sur tous les champs de bataille de l'armée française.

Il convient également de ne pas oublier le lieutenant-colonel Guillaume Marey-Monge, qui, en sa qualité de *père* des escadrons de chasseurs algériens des zouaves, se vit confier le commandement du premier groupement de spahis, à Alger, en septembre 1831, après la promulgation de la loi autorisant la levée hors du territoire national de corps militaires composés d'étrangers.

Mais il fallut attendre décembre 1841 pour que la cavalerie d'Algérie perdît son caractère d'auxiliaire pour être intégrée dans l'armée régulière.

Quatre ans plus tard, en juillet 1845, une ordonnance royale crée trois régiments de spahis à l'aide des vingt escadrons du colonel Yousouf : le 1er spahis dans la province d'Alger, le 2e spahis dans la province d'Oran, le 3e spahis dans la province de Bône.

Dès cette époque, les nouvelles formations vont participer davantage encore

René Combes



C'est en 1841 que la cavalerie d'Algérie, cessant d'être un corps auxiliaire, fut intégrée dans l'armée régulière. Et en juillet 1845, une ordonnance royale créa le 1er spahis (province d'Alger), le 2e spahis (province d'Oran), le 3e spahis (province de Constantine).





◀ Burnous au vent, les spahis rappellent les cavaliers d'Abd el-Kader, montés sur leurs petits chevaux arabes. Leur tenue est une des plus belles des régiments d'Afrique. Burnous rouge ou bleu sombre, *guennour* (turban) immaculé, ils montent sur de petites selles arabes, en cuir souvent brodé.

René Combes



Le spahi défilant, ▶ sabre au clair. Parmi les grands noms inséparables de la gloire des spahis : Joseph Vantini, dit Yousouf, Italien enlevé par des pirates, élevé par le bey de Tunis et qui rallie la France en 1830 ; Marey-Monge et Bournazel, tué au Maroc dans sa tunique rouge de spahi.

René Combes

à l'achèvement de la conquête, puis à la pacification de l'Algérie.

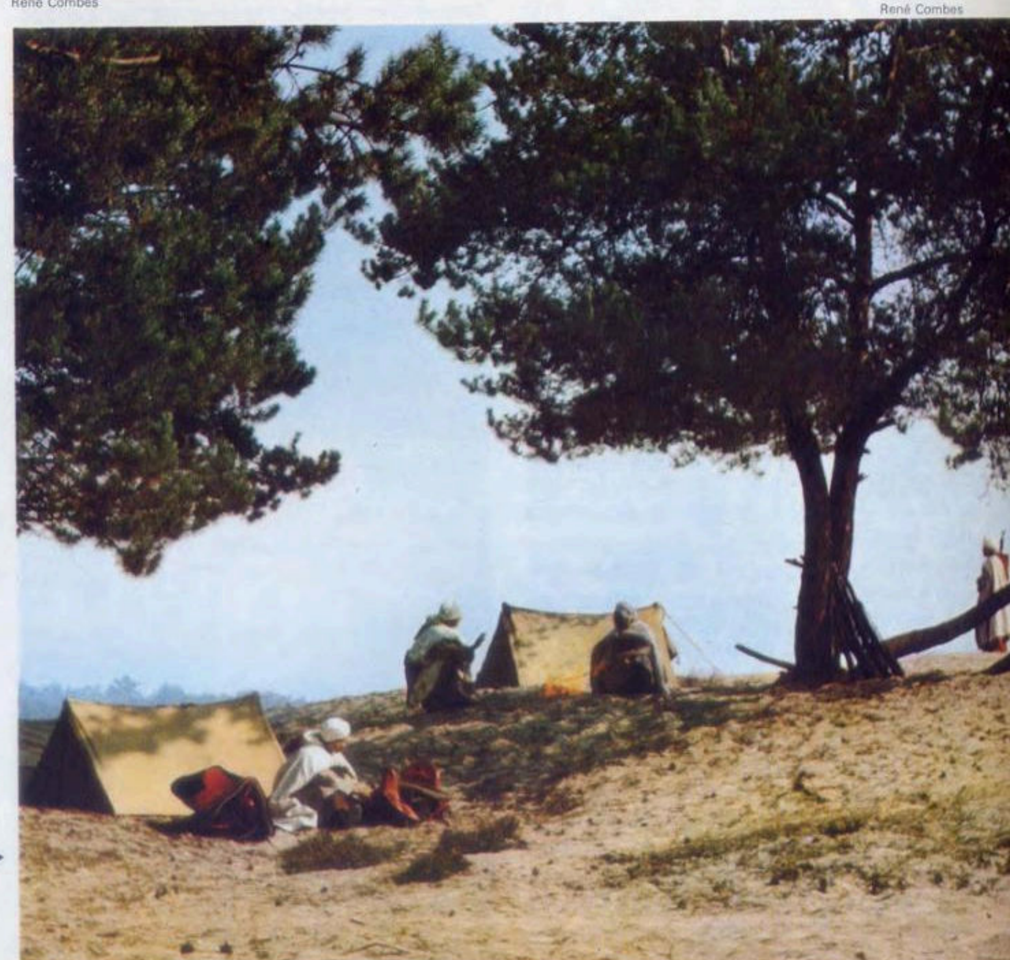
Auparavant, les unités de spahis des différentes provinces s'étaient distinguées dans de nombreuses circonstances et, en particulier, celles de la région de Bône, à Constantine en 1836 et 1837, aux Portes-de-Fer en 1839 et à Collo en 1843 ; celles de la région d'Oran à la célèbre bataille de l'Isly, en 1844 ; enfin, celles de la région d'Alger à la prise de la smala d'Abd el-Kader, en 1843.

Représentés dans l'armée impériale

Mais si les régiments de spahis restent stationnés en Algérie jusqu'au début du XXe siècle, ils n'en participent pas moins à presque toutes les campagnes de l'armée française hors d'Afrique du Nord : en Europe, en Afrique, en Extrême-Orient.

Pendant la malheureuse guerre franco-prussienne de 1870-1871, les trois régi-

René Combes



Les spahis algériens et les spahis marocains se ▶ différenciaient par leur burnous, que les premiers avaient rouge et les seconds, bleu très sombre. Bien que stationnés en Algérie, les spahis participent à toutes les campagnes d'Europe, d'Afrique, d'Extrême-Orient.

pour "eux," paix veut dire aussi pacification

ments de spahis furent représentés dans les rangs de l'armée impériale comme dans ceux des troupes levées par le gouvernement de la Défense nationale sur la Loire ou dans l'Est.

Ils vont également participer à l'expansion coloniale de la IIIe République sur tous les continents

L'établissement du protectorat français dans la Régence marque une nouvelle étape dans l'histoire des spahis avec la création, le 1er octobre 1886, d'un 4e régiment, à l'aide des trois escadrons locaux levés dès le début de l'occupation.

1923 : première garnison en Europe

C'est à ce moment que les appellations des unités correspondront à leur recrutement et ainsi vont exister trois régiments de spahis algériens (R.S.A.) et un régiment de spahis tunisiens (R.S.T.).

L'Algérie pacifiée, la Tunisie occupée et la conquête de notre empire colonial terminée, l'armée d'Afrique va connaître une période de calme jusqu'en 1907.

Après la signature du traité de protectorat à Fez, en 1912, la cavalerie d'Afrique se renforce de dix escadrons de spahis marocains issus des tabors montés du sultan du Maroc et encadrés en partie, à leur formation, par des gradés algériens.

Deux ans plus tard le déclenchement de la première guerre mondiale va provoquer un nouvel accroissement de l'effectif de nos cavaliers d'A.F.N.

Après la guerre 1914-1918, l'activité opérationnelle des spahis va se poursuivre encore longtemps.

Pendant les vingt années qui séparent les deux conflits mondiaux, leurs régiments vont participer à toutes les opérations menées au Maroc et au Levant.

En 1921, l'ordre de bataille des spahis était le suivant :

En Algérie : les 1er, 2e, 3e, 5e et 6e spahis algériens ;

Au Maroc : les 7e, 8e, 9e spahis algériens et le 22e spahis marocains ;

Au Levant : le 21e spahis marocains (ex-régiment de marche de spahis marocains) et le 11e spahis mixte ;

En Tunisie : le 4e spahis tunisiens.

En 1923, pour la première fois de leur histoire, des spahis vinrent tenir garnison en Europe avec la constitution de deux brigades : la 1re (5e et 6e spahis), stationnée en Allemagne ; la 2e (7e et 9e spahis), stationnée dans la vallée du Rhône à Orange et à Vienne.



René Combes

En 1924, le 23e spahis marocains est formé au Maroc tandis qu'au Levant le 12 spahis tunisiens succède au 11e spahis. Les graves événements de 1925 : guerre du Rif au Maroc et révolte druze en Syrie, vont donner l'occasion à nos cavaliers d'Afrique de montrer leurs incomparables aptitudes à combattre sur des théâtres d'opérations extérieurs.

Ils passent à la " guerre moderne "

Les deux brigades d'Allemagne et de métropole sont dirigées sur le Maroc, où elles prendront une part active à la campagne contre Abd el-Krim jusqu'à la capture de ce dernier, tandis que le 6e spahis verra son chef, le lieutenant-colonel Ving, tomber glorieusement à sa tête près de Damas, le 20 juillet 1926.

Cette même année voit la fin des grandes insurrections en Afrique du Nord et au Proche-Orient, ce qui provoque un nouveau déploiement des unités d'Afrique qui restera pratiquement inchangé jusqu'au début de la seconde guerre mondiale.

En janvier 1929, les régiments de spahis marocains deviennent respectivement les 1er, 2e, 3e et 4e R.S.M.

Jusqu'en mars 1934, les unités du Maroc vont participer aux dernières opé-

René Combes



Insolites cavaliers dans un sous-bois de France. Le 7e groupe de spahis algériens, créé à Senlis, où, jusqu'en 1962, date de sa dissolution, il constitue la dernière unité à cheval de l'armée française de l'après-guerre.

◄ **Charge de cavalerie, sabre au clair. Un spahi algérien. En 1923, pour la première fois depuis leur création, les spahis viennent tenir garnison en Europe, constituant deux nouvelles brigades.**

rations de pacification. On les trouve au djebel Sagho, en 1933, où l'un des leurs, le capitaine Henri de Bournazel, trouve une mort glorieuse revêtu de sa veste rouge de spahi à la tête de supplétifs marocains ; dans le Grand Atlas et jusqu'aux confins du désert, dans l'Anti-Atlas, où va se terminer un siècle de combats en Afrique du Nord. Hélas ! la trêve sera de courte durée après l'instauration du régime nazi en Allemagne et l'aggravation continuelle de la situation internationale.

Pendant les six années qui vont suivre, les spahis — ceux de France comme ceux d'Afrique du Nord — se prépareront à remplir leurs missions dans le cadre d'une guerre moderne.

A la mobilisation de septembre 1939, plusieurs groupes de reconnaissance divisionnaires sont constitués à l'aide d'éléments de spahis en France, en Afrique du Nord et au Levant.

En outre vont participer à la campagne de France de mai-juin 1940 les deux brigades de métropole et une 3e brigade formée en Afrique du Nord.

Cette dernière, qui comprenait le 2e R.S.A. et le 2e R.S.M., va, en se sacrifiant au cours d'un combat sans espoir à La Horgne, ajouter à l'histoire des spahis une page d'héroïsme, que nous croyons devoir évoquer plus longuement.



René Combes

Spahis à l'exercice. Après la campagne de Tunisie de 1942-1943, sept régiments de spahis, entièrement motorisés et blindés, participent aux campagnes de la Libération 1944-1945.

Le 13 mai, après la percée du front à Sedan, les panzers de Guderian foncent vers l'ouest et nos troupes sont rejetées, au nord, sur la Meuse et, au sud, sur la route du Chesne.

La Horgne, 15 mai 1940

Dans l'intervalle s'ouvre, entre la IXe et la IIe armée française, une brèche de huit kilomètres où, le 14, s'établit la 3e brigade de spahis (2e R.S.A. et 2e R.S.M.), placée sous le commandement du colonel Marc. Des renforts sont attendus avant le 15 mai au soir, mais il faut tenir jusqu'à leur arrivée en organisant un centre de résistance dans le village de La Horgne, au milieu de la trouée, entre Poix-Terron et Baâlons.

Après cinq jours de combats en Belgique et sur la Meuse, les effectifs sont déjà fortement entamés. Pour la brigade entière, ils ne dépassent pas la valeur d'un régiment avec des moyens antichars encore plus restreints.

La position, dans un pays vallonné et couvert, se réduit au village de La Horgne, qui commande plusieurs routes sur l'un des axes de marche de l'ennemi.

En toute hâte, des barricades doublées d'abattis sont construites aux carrefours tandis que tous les chevaux et bagages sont dirigés sur l'arrière.

Dès le 15 mai au matin, le contact est pris par des éléments légers de la 1re *panzerdivision,* qui va être obligée d'engager la plus grande partie de ses moyens pour venir à bout de la résistance de nos cavaliers nord-africains.

Utilisant au mieux leurs trois canons antichars, les spahis stoppent dans la matinée deux contre-attaques appuyées par des blindés, mais la faiblesse de nos moyens et l'importance de nos pertes rendent vite la lutte inégale. Dans l'après-midi, la 3e brigade est encerclée et, malgré l'incendie du village, les combats vont se poursuivre au corps à corps dans chaque maison et autour du cimetière.

En fin d'après-midi, après la destruction de leurs engins antichars et l'épuisement de leurs munitions, une cinquantaine de survivants du 2e R.S.A., sous les ordres du colonel Burnol, essaient de s'ouvrir un passage les armes à la main. Comme beaucoup d'autres, le colonel tombe en combattant après avoir réussi à dégager une partie de son détachement. ►



ils ont eu aussi leur "Camerone": la Horgne

Pendant ce temps, l'étau ennemi se referme sur les Marocains, dont le chef, le colonel Geoffroy, est à son tour mortellement frappé en organisant une ultime résistance.

A 17 heures, les Allemands occupent les ruines fumantes de La Horgne après avoir payé chèrement leur « conquête » de la perte de douze chars et d'une centaine d'hommes.

En se sacrifiant presque totalement, la 3e brigade de spahis avait rempli sa mission en empêchant, pendant une demi-journée, la progression des éléments blindés ennemis.

A la libération de Paris et de Strasbourg

L'arrêt des hostilités va provoquer le retour des spahis en Afrique du Nord. Là, ils se reformeront, le plus souvent dans la clandestinité, et se prépareront à recommencer la lutte dès que les circonstances le permettront.

Le débarquement allié du 8 novembre 1942 permet à l'armée d'Afrique tout entière de reprendre sa place dans le conflit. Après la campagne de Tunisie de 1942-1943, où nos troupes combattront avec les seuls moyens dont elles disposaient organiquement, sept régiments de spahis, entièrement motorisés et blindés, participeront aux campagnes de la Libération de 1944-1945 :

1. Avec le *corps expéditionnaire français en Italie* du général Juin :
   a) le 3e R.S.A., régiment de reconnaissance de la 3e division d'infanterie algérienne (3e D.I.A.) ;
   b) le 3e R.S.M., régiment de reconnaissance de la 2e division d'infanterie marocaine (2e D.I.M.) ;
   c) le 4e R.S.M., régiment de reconnaissance de la 4e division marocaine de montagne (4e D.M.M.).
2. Avec la *Ire armée française* du général de Lattre :
   ces mêmes unités avec, en plus, le 2e R.S.A. de la 1re division blindée et le 1er R.S.A., qui opérera dans les poches de l'Atlantique.
3. Avec la *2e division blindée* du général Leclerc :
   le 1er régiment de marche de spahis marocains, qui aura la fierté de libérer Paris et Strasbourg après avoir combattu sans arrêt, depuis 1941, en Erythrée, en Tripolitaine et en Tunisie avec les Forces françaises libres.

Enfin, au cours de l'hiver 1944-1945 fut reformée la 1re brigade de spahis avec deux régiments à cheval : les 7e R.S.A. et 5e R.S.M., pour tenir garnison dans l'est et le sud-ouest de la France.

Le 6 mai 1945, jour de la capitulation de l'armée allemande, ce même régiment atteindra le col de l'Arlberg et les spahis, comme en 1918, auront été parmi les principaux artisans de la victoire.

Après la fin de la seconde guerre mondiale, quelques régiments de spahis entrent dans la composition des divisions stationnées en Allemagne et en métropole avant de rejoindre successivement leurs garnisons d'Afrique du Nord.

Le 7e groupe de spahis algériens est créé à Senlis où il constituera, jusqu'à sa dissolution en 1962, la dernière unité à cheval de l'armée française.

Le nombre et la composition des corps de spahis varieront en fonction des besoins du théâtre d'opérations d'Extrême-Orient. S'adaptant aux missions les plus diverses, les spahis comprendront des unités à pied, montées, portées ou blindées.

Dès la fin de 1945, des escadrons de spahis débarquent en Indochine avec le corps expéditionnaire du général Leclerc.

En 1947 est créé le régiment de marche de spahis d'Extrême-Orient, qui deviendra bientôt le 2e R.S.M. qui prendra part à de nombreuses opérations comme troupe à pied ou blindée.

En 1949, seront dirigés sur l'Indochine les 5e et 6e spahis, puis le 8e algériens. Ils seront employés, le premier en Cochinchine et au Cambodge, les deux autres en Annam et au Tonkin.

Depuis 1962, un régiment maintenu

Après la signature des accords de Genève de 1954, les spahis seront rapatriés en Afrique du Nord, où ils tenteront, jusqu'en 1962, de maintenir la présence française sur cette terre qui avait vu naître leur corps plus d'un siècle auparavant.

La fin de la guerre d'Algérie va provoquer la disparition des unités nord-africaines.

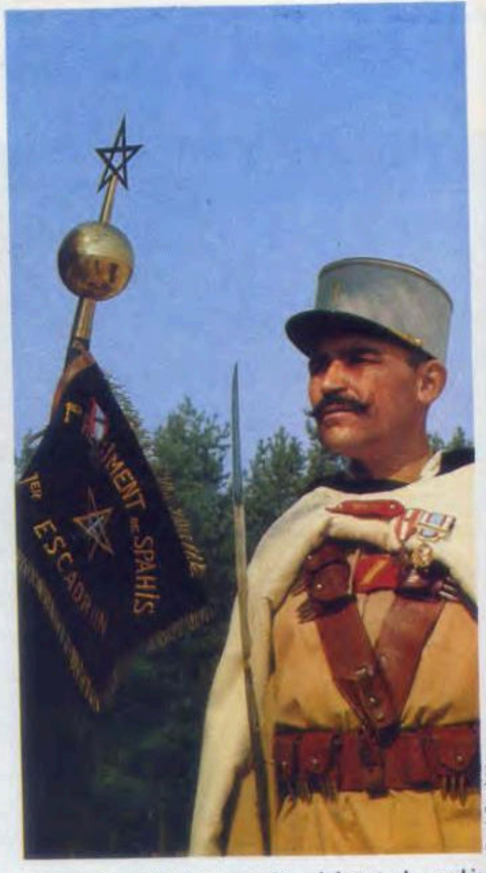
Seul a été maintenu jusqu'à ce jour le 1er régiment de spahis marocains en sa qualité d'héritier des régiments de marche de spahis des deux guerres mondiales et de nos campagnes d'outre-mer.

Cité cinq fois à l'ordre de l'armée en 1914-1918, deux fois en 1940-1945, trois fois en Extrême-Orient, décoré de la croix de la Libération et du mérite militaire chérifien, son étendard porte des noms prestigieux. H

Colonel Yves JOUIN



Les spahis ont conservé leurs rites maghrébins, même depuis leur retour en France. Ils bivouaquent en forêt comme ils auraient fait dans les djebels.



Fanion de l'escadron du 1er régiment de spahis marocains, avec le *toug* (boule de cuivre sur la hampe) à queue de cheval, hérité des cavaliers arabes.

E.C.A

Patrouilles... durant six longues années, la mission des soldats de l'armée de libération et de l'armée française.

responsables de cette tromperie, haine dont nous, les ex-jeunes militaires d'active de l'époque, *subissons encore les effets dix ans après.*

M. Gérard P..., 40-Donzacq.



Coll. particulière

Le lieutenant Gérard Darneau (et non Darnault), premier officier de carrière tombé le 1er novembre 1954 en Algérie.

... Une suggestion : parmi tous les anciens appelés ayant servi en Algérie, certains ont une collection remarquable de documents photographiques, inédits évidemment et d'un intérêt certain. Vous pourriez peut-être faire appel à eux dans votre revue afin qu'ils vous communiquent leurs photos les plus valables...

M. P. B..., 19-Treignac

[N.D.L.R. - *A la suite de nos appels (radio, journaux), nous avons déjà reçu plusieurs centaines de collections particulières.*]

★

... Je vous serais reconnaissant si vous pouviez me donner le renseignement suivant à propos du n° 1 « Guerre d'Algérie » : qui est le lieutenant porte-drapeau figurant à la page 21 ?...

M. J. R..., 29 N-Lannilis

[N.D.L.R. - *Nous n'avons pu encore identifier cet officier. L'un d'entre nos lecteurs pourra peut-être donner la réponse souhaitée par notre correspondant.*]

... Compliments [...] à M. Yves Courrière dans « la Vérité en face » lorsqu'il dit que, par-dessus tout, il y a l'Algérie : ce somptueux décor que nous avons tant aimé, sa vie, ses odeurs, sa terre puissante, cet air impalpable et subtil qui nous a si souvent enivrés. Il faut avoir vécu la vie du gendarme à cheval dans le bled, enquêtant dans les montagnes, où il n'y avait comme Européens que les quelques gardes forestiers essaimés de-ci de-là. Nous couchions et mangions chez ces bons et loyaux montagnards dans leurs gourbis, mangés par les puces, mais l'accueil qui nous était réservé nous faisait tout oublier, et nous recommencions aux tournées suivantes.

Beaucoup de ces braves gens ont payé de leur vie leur amitié pour les Français...

M. A. A..., 83-Hyères.

★

... Fidèle lecteur des publications Historia, je vous adresse un document qui pourra peut-être trouver place dans votre prochaine série consacrée à la guerre d'Algérie. Il s'agit d'une photographie aérienne du poste de M'Zaret (zone Est constantinois), prise fin 1960-début 1961. Je joins une brève note explicative, un schéma de situation et une légende...

M. G. B..., Montpellier

[N.D.L.R. - *Ce document sera, bien entendu, publié. Comme l'a fait notre correspondant, nous souhaitons que nos lecteurs donnent toutes les précisions (lieu, date, etc.) sur les photos qu'ils veulent bien nous adresser.*]

★

... Dire la vérité, rien que la vérité, sur une guerre si sombre est une tâche très lourde et ambiguë. Il fallait déchirer ce voile pour montrer aux Français d'aujourd'hui qui l'ignorent, à ceux de demain qui ne pourront le ▶

Opinions...

Vial



Dans la nuit du 6 au 7 septembre 1955, une forte bande armée attaque la ferme de Lamblèche près du Kroubs. ▲ *Une partie des dépendances après son passage.* ▼



Vial

voir que dans les manuels d'histoire, l'Algérie telle qu'elle fut, celle que les pieds-noirs ont bâtie.

M. X..., Épinal.

★

... Les faits remontent à quinze ans, mais pour moi, croyez-le, c'était hier.

Trois sections du 93e R.I. protégeaient cette ferme modèle, notre ravitaillement en eau s'effectuait par la « tonne militaire », l'eau captée au village de Général-Gouraud.

Malgré toutes les précautions pour la tenir la plus fraîche possible vous devinez bien qu'une demi-heure plus tard, elle était tiède, une heure après, chaude; pourtant, l'eau se trouvait bien près de nous, bien fraîche, un puits en plein centre de la ferme, une commande par autopompe, un disjoncteur-contacteur pour la manœuvre; pour la troupe, il était inaccessible, cadenassé, mais, au coucher du soleil, un beau s... mettait l'installation en marche et, ravissement des yeux, l'irrigation des tomates commençait...

M. J.-P. B..., Chatou.

★

... Par la clarté de ses textes et ses admirables photographies, il permettra certainement de faire connaître aux métropolitains ce drame que j'ai vécu. J'espère qu'il fera disparaître certaines idées reçues et savamment exploitées à l'époque par une certaine presse : le verre d'eau refusé aux soldats du contingent, les pieds-noirs faisant tous figure de gros colons exploitant les fellahs algériens, les crimes de l'O.A.S. en passant sous silence les égorgeurs F.L.N., etc.

M. Marc S..., 93-Aubervilliers.

★

... J'ai remarqué, dans le no 4, que vous soulignez l'importance de l'Église; vous avez raison, parler de l'Algérie sans faire allusion à cela, c'est mutiler l'Histoire...

M. l'abbé J.-Y. M..., 89-Tonnerre

[N.D.L.R. - *Plusieurs textes seront consacrés dans notre revue à la position du clergé en France et en Afrique du Nord au cours de la guerre d'Algérie.*]



... Ce qu'ont pu endurer mes enfants est inimaginable. Ils en sont traumatisés. A l'école, on les traitait de « sale race de bicot », etc. J'en passe. Oui, comme vous le dites si bien et objectivement car cette tare de la pensée a existé à l'état d'idée fixe chez tous les pieds-noirs et encore ils n'étaient même pas des Français...

Mme B..., 06-Cagnes-sur-Mer.



... Dans chacun des fascicules de la « Guerre d'Algérie », il est toujours question de la légion étrangère. Avec raison, certes, cette troupe ayant participé pendant de longues années à la vie de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie. Par contre, je suis surpris que, jusqu'à présent, il n'ait jamais été question des « joyeux », autrement dit des « Bat' d'Af' »...

M. P. F..., 83-Bandol

[N.D.L.R. - *Plusieurs articles seront consacrés aux formations de l'armée d'Afrique (tirailleurs algériens, spahis, sahariens, « Bat' d'Af' », etc.). Nous publierons également des*

dessins inédits de John Batchelor représentant les matériels des unités de l'armée de l'air, de terre et de mer ayant participé aux opérations en Algérie.]



... Personnellement, j'aurais souhaité que l'évocation d'Alger faite par Marie Elbe dans votre n° 5 eût été accompagnée d'un plan détaillé de la ville car, sur 50 000 000 de Français, combien sont-ils qui peuvent situer Bab-el-Oued, la Casbah, Belcourt, sans parler de Saint-Eugène, du Clos-Salembier, etc.? Cette lacune pourrait-elle être comblée dans un proche avenir?...

M. Michel de L...,
21 - Nuits-Saint-Georges

[N.D.L.R. - *Des plans des principales villes d'Algérie accompagneront les récits qui décriront les actions terroristes dans les centres urbains.*]

... Je suis algérien, je réside à Paris. Pour mon pays, qui est l'Algérie, je suis comme vous l'êtes pour la France. Dans votre premier magazine (Historia 194), l'article qui m'a le plus touché est celui intitulé « J'étais une guerre civile », de M. Gabriel Clavel.

Pourquoi le plus frappé? Parce qu'à mes yeux il explique et présente une des causes fondamentales du soulèvement du peuple algérien...

M. K. L..., Paris (18e).

Notes de la rédaction

■ Afin d'assurer une rapide utilisation des collections de photos que nous proposent de très nombreux correspondants, nous leur demandons de bien vouloir effectuer les envois à l'adresse suivante :

Service Documentation
« Historia Magazine »
Guerre d'Algérie.
17, rue Remy-Dumoncel
75 - Paris (14e).

■ Il nous a été demandé des tirés à part de la double page centrale que l'on trouve dans chacun de nos numéros. Notre intention est de réunir ces documents sous forme d'album. Les lecteurs qui souhaiteraient acquérir ces illustrations sont priés de bien vouloir s'adresser directement à M. Jean Fontugne, rédacteur en chef d' « Historia Magazine ».

■ Nos lecteurs peuvent se procurer tous les numéros d' « Historia Magazine - Guerre d'Algérie » (1 à 10) auprès de leur marchand de journaux ou en écrivant à :

« Historia Magazine »
Guerre d'Algérie
Service ventes
17, rue Remy-Dumoncel
75-Paris (14e).

HISTORIA magazine SOMMAIRES

LA GUERRE D'ALGÉRIE

I. Numéros parus

*194 - **1954 : la Toussaint rouge***
*195 - **Qui dirige l'insurrection?***
*196 - **Sétif, mai 1945 : la déchirure***
*197 - **1955 : Soustelle arrive***
*198 - **La légion : de Camerone à Sidi-Bel-Abbès***
*199 - **1830-1945 : l'épopée algérienne***
*200 - **Du maquis à Bandoeng***
*201 - **1955 : les premiers renforts***
*202 - **1955 : leurs dernières vacances***

II. Nos prochains numéros

*204 - **Le F.L.N. : le foyer kabyle***
*205 - **Les appelés : Salut, Alger!***
*206 - **Les massacres du 20 août***
*207 - **Soustelle : « Je veux l'intégration! »***
*208 - **Les terroristes***
*209 - **F.L.N. : succès à l'O.N.U.***
*210 - **Camus : histoire d'une Passion***
*211 - **Soustelle : l'adieu d'Alger***
*212 - **Guy Mollet : l'émeute***
*213 - **La guerre secrète***

● **Rectificatif** : Une erreur d'identification s'est glissée dans les légendes des pages 13, 23, 38 et 63. Les unités présentées à nos lecteurs sont des commandos marine dont « Historia Magazine » publiera l'historique.

reliez vous-même les numéros de votre collection

LA GUERRE D'ALGERIE



une reliure spéciale a été prévue elle contient 16 numéros

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos de quatre filets dorés en plein skivertex havane, avec le titre de la collection.

Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14e (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).

En Belgique :
au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.

En Suisse :
au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C. 351

CHRONOLOGIE Juin 1955

FRANCE

1er : René Mayer président de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.
3 : convention franco-tunisienne accordant à la Tunisie l'autonomie interne.
11 : une voiture de course explose aux Vingt-Quatre Heures du Mans : 80 morts.
19 : élections partielles au Conseil de la République.
24 : le président Coty à Marseille : « On veut nous affoler et nous décourager. »
L'envoi en Algérie d'une division d'infanterie relevant de l'O.T.A.N. provoque des frictions entre la France et ses alliés.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : traité commercial franco-égyptien.
Habib Bourguiba rentre à Tunis en triomphateur.
8 : mémorandum de Jacques Soustelle au Comité de coordination pour l'Afrique du Nord présidé par Edgar Faure.
11 : assassinat de Lemaigre-Dubreuil à Casablanca.
15 : le Conseil des ministres français approuve le mémorandum de Jacques Soustelle.
17 : sept bombes explosent à Philippeville.
18 : évacuation de la zone de Suez par les troupes britanniques.
20 : arrestation de Paul Caballero, secrétaire général du parti communiste algérien.
20 : Gilbert Grandval nommé résident général au Maroc en remplacement de Francis Lacoste.
23 : Edgar Faure : « Le problème dynastique est exclusivement marocain. » 805 attentats au Maroc pendant le mois de juin.
Interception, dans le Sud tunisien, d'un convoi de munitions et de ravitaillement venant de Tripolitaine.

AMÉRIQUE

Confirmation par la Cour Suprême des États-Unis de l'interdiction de la ségrégation raciale dans l'enseignement public.
14 : arrestations de catholiques à Buenos Aires.
16 : excommunication des responsables des persécutions en Argentine.
Le chancelier Adenauer hôte des États-Unis.
25 : incident aérien russo-américain dans le détroit de Behring.

ASIE

1er : transfert au commandement sud-vietnamien des compétences militaires détenues par la France dans la région Saigon-Cholon.
5 : Au Sud-Vietnam, les gouvernementaux victorieux de l'épreuve de force avec les sectes à Saigon, mais en difficulté dans les provinces.
10 : incidents à Goa.
25 : Ho Chi Minh en visite à Pékin.
Voyage de Nikolaï Boulganine et de Nikita Khrouchtchev en Inde et en Birmanie.

EUROPE

1er : conférence des Six de la C.E.C.A. à Messine.
Pourparlers nippo-soviétiques à Londres.
2 : René Mayer nommé président de la Haute Autorité de la C.E.C.A.
3 : accord commercial franco-britannique.
7-22 : le premier ministre Nehru en U.R.S.S.
10 : conversations franco-yougoslaves sur la coopération.
22 : démission du cabinet Scelba en Italie.
22 : déclaration Boulganine-Nehru à Moscou.

LA SEMAINE PROCHAINE



LE F.L.N. : LE FOYER KABYLE

Sommaire du n° 204 :

- **Où en est le F.L.N. ?**
Des clans se dessinent au sein du F.L.N. : entre les hommes du Caire et ceux des maquis de l'Intérieur. Ils se rencontrent à Zurich, et Yacef Saadi est arrêté par la D.S.T. au cours d'une escale clandestine à Orly.

- **L'Aïd-el-Kébir**
En 1955, pour la dernière fois, les Algériens célèbrent la fête du mouton. Le F.L.N. leur interdira jusqu'à la fin de la guerre de sacrifier à cette coutume millénaire.

- **De l'O.T.A.N. à Tizi-Ouzou**
De l'O.T.A.N. à la Kabylie. La France frappe un grand coup. On détache, face au F.L.N., la 2e D.I.M., commandée par le général Beaufre. Après un grandiose défilé à Alger, cette unité mécanisée se retrouve en opérations dans le djebel.

- **Amirouche le terrible**
Amirouche : le plus terrible chef de guerre du F.L.N. se porte lui-même à la tête de ses hommes, au mépris de la hiérarchie, et donne à sa Kabylie natale ce qu'Abane Ramdane appellera des « maquis modèles ».

- **La Kabylie des Kabyles**
Cette Kabylie secrète, irréductible, jalouse de ses coutumes, de ses droits, de sa légende, où la trouver ? Dans la montagne, des forêts de Yakouren et de l'Akfadou à celles de Gouraya...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1971. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 1986.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 203 - 24 novembre 1971.

Bouleversé par ce qu'il a vu, notre envoyé spécial Fernand Carréras nous câble :



Le Journal d'Alger
15 FRANCS
14 PAGES



Les bandits de Guentis

DONT LE CHEF SERAIT TAHAR LASSOUED

se sont sauvagement acharnés sur les cadavres de leurs victimes



Administrateur Maurice Dupuy lieutenant Guillomot, caporaux Brun et Habid, 2e cl. Cazeaux, du Groupe mobile de Police rurale de Blida, cavalier Brakni

L'atroce massacre a fait 24 orphelins !

(LIRE NOS INFORMATIONS EN TROISIEME PAGE)

M. BOURGÈS-MAUNOURY Ministre de l'Intérieur à l'Assemblée Algérienne :

« Tous les fellaghas pris les armes à la main seront châtiés à l'instant »

Deux nouvelles divisions arriveront bientôt dans les zones névralgiques »

LE BRIGADIER-CHEF GABET RACONTE L'EXTRAORDINAIRE ODYSSÉE DES SIX HUSSARDS-PARACHUTISTES

« Dimanche, au moment de dîner nous assommons nos trois gardiens : c'est la liberté

mais, pendant toute la nuit et la matinée du lundi, nous avons vécu dans la peur d'être repris par les rebelles »

(Lire en page 3 l'article de notre envoyé spécial Fernand CARRERAS)

« Le gouvernement ne recherchera jamais des interlocuteurs dits « valables »

Une affirmation de M. Bourgès-Maunoury, arrivé hier après-midi à Alger, a été particulièrement applaudie et commentée à l'Assemblée algérienne : c'est lors-

Élu au premier tour par 60 voix sur 110 votants

M. Saïah Abdelkader a commencé sa troisième carrière présidentielle



EXAMEN DE SIXIEME

hier matin dans Alger



Pléthore de vedettes au cocktail Air-Algérie

ORGANISE A L'OCCASION DU IIe FESTIVAL ALGERIEN DU THEATRE

LE GENERAL BAILLY A ALGER



Tohama chante ce soir à Santa-Lucia



A BIRKADEM

Une désespérée se pend dans son logement

MAROC : 67 commerçants sont expulsés de Casablanca

TUNISIE : Habib Bourguiba débarquerait mercredi à La Goulette

Mai 1955. Ce n'est toujours pas la guerre en Algérie... Cependant, malgré l'état d'urgence qui a permis aux autorités civiles et militaires de prendre de sévères mesures pour rétablir l'ordre, les massacres se succèdent. Rarement en Indochine, au cours du conflit, l'armée française s'était trouvée en présence d'actes d'une telle violence de la part de son adversaire vietminh.